



ΙΟΝΙΟ ΠΑΝΕΠΙΣΤΗΜΙΟ

ΣΧΟΛΗ ΙΣΤΟΡΙΑΣ ΚΑΙ ΜΕΤΑΦΡΑΣΗΣ- ΔΙΕΡΜΗΝΕΙΑΣ

ΤΜΗΜΑ ΞΕΝΩΝ ΓΛΩΣΣΩΝ, ΜΕΤΑΦΡΑΣΗΣ ΚΑΙ ΔΙΕΡΜΗΝΕΙΑΣ

ΠΤΥΧΙΑΚΗ ΕΡΓΑΣΙΑ

**ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ ΤΟΥ ΚΕΙΜΕΝΟΥ « L'UNION
EUROPÉENNE ET SES RELATIONS DE
VOISINAGE- AVIS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL» ΚΑΙ
ΣΧΟΛΙΑΣΜΟΣ ΤΗΣ ΜΕΤΑΦΡΑΣΤΙΚΗΣ
ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ**

ΤΗΣ ΦΟΙΤΗΤΡΙΑΣ
ΚΟΥΝΑΔΗ ΕΛΛΗ ANNA
Ξ2016020

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΕΠΟΠΤΕΙΑΣ

ΚΑΡΛΑΦΤΗ ΦΩΤΕΙΝΗ, Διδάσκουσα

ΤΣΙΓΚΟΥ ΜΑΡΙΑ, Αναπλ. Καθηγήτρια

ΚΕΡΚΥΡΑ, ΜΑΡΤΙΟΣ 2021

ΠΤΥΧΙΑΚΗ ΕΡΓΑΣΙΑ

**ΜΕΤΑΦΡΑΣΗ ΤΟΥ ΚΕΙΜΕΝΟΥ « L'UNION
EUROPÉENNE ET SES RELATIONS DE
VOISINAGE- AVIS DU CONSEIL ÉCONOMIQUE,
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL» ΚΑΙ
ΣΧΟΛΙΑΣΜΟΣ ΤΗΣ ΜΕΤΑΦΡΑΣΤΙΚΗΣ
ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ**

ΤΗΣ ΦΟΙΤΗΤΡΙΑΣ
ΚΟΥΝΑΔΗ ΕΛΛΗ ANNA
Ξ2016020

ΕΠΙΤΡΟΠΗ ΕΠΟΠΤΕΙΑΣ

ΚΑΡΛΑΦΤΗ ΦΩΤΕΙΝΗ, Διδάσκουσα

ΤΣΙΓΚΟΥ ΜΑΡΙΑ, Αναπλ. Καθηγήτρια

ΚΕΡΚΥΡΑ, ΜΑΡΤΙΟΣ 2021

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

Πρόλογος	σ.5
Πρωτότυπο Κείμενο.....	σ.6
Μετάφρασμα.....	σ.16
Σχολιασμός Μεταφραστικής Διαδικασίας.....	σ.27
Κειμενική Ανάλυση.....	σ.28
Μεθοδολογία.....	σ.30
Μεταφραστικά Προβλήματα.....	σ.32
Γλωσσάρι Ειδικών Όρων.....	σ.39
Βιβλιογραφία.....	σ.41

ΠΡΟΛΟΓΟΣ

Η παρούσα πτυχιακή εργασία αφορά τη μετάφραση ενός αποσπάσματος από τη γνωμοδότηση του Οικονομικού, Κοινωνικού και Περιβαλλοντικού Συμβουλίου της Γαλλίας σχετικά με την Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας, η οποία καθιερώθηκε το 2004. Η γνωμοδότηση, που έχει ως τίτλο *L'Union Européenne et ses Relations de Voisinage*, δημοσιεύθηκε το 2009 και εγκρίθηκε στη συνεδρίαση του συμβουλίου τον Μάιο του ίδιου έτους.

Στο πλαίσιο της παρούσας εργασίας, το κείμενο αυτό αναλύθηκε και μεταφράστηκε, αφού πρώτα δημιουργήθηκε γλωσσάρι με τους ειδικούς όρους που περιλαμβάνονται σε αυτό και την απόδοσή τους στα ελληνικά. Στη συνέχεια, σχολιάστηκε η μεταφραστική διαδικασία που ακολουθήθηκε, καθώς και τα προβλήματα που προέκυψαν κατά τη διάρκεια αυτής και οι τεχνικές που χρησιμοποιήθηκαν για την επίλυσή τους.

ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ ΚΕΙΜΕΝΟ

L'UNION EUROPÉENNE ET SES RELATIONS DE VOISINAGE

Avis du Conseil économique, social et environnemental présenté par M. Yves Veyrier, rapporteur au nom de la section des relations extérieures

Les politiques de l'Union européenne (UE) vis-à-vis de son voisinage géographique ont été longtemps dominées par le processus d'élargissement. Mais, avec une Union désormais composée de 27 États membres et de nouveaux élargissements en perspective (pays des Balkans du Sud-Est et Turquie), les relations avec les pays voisins se posent en des termes renouvelés.

Tandis que l'UE peine à sortir de la crise qui affecte le fonctionnement de ses institutions, la question des frontières, celle des limites de sa « capacité d'absorption », régulièrement évoquées pour justifier une pause dans l'élargissement, ont resurgi avec plus d'acuité.

Dans le même temps, la nécessité s'est imposée de conférer une nouvelle dimension à la politique extérieure de l'Union vis-à-vis de son voisinage. Il s'agit de tirer les conséquences de l'élargissement à l'Est et de redéfinir la forme et le contenu de la coopération avec les voisins du Sud.

Mise en œuvre à partir de 2003-2004, la Politique européenne de voisinage (PEV) constitue le cadre de référence des relations entre l'Union européenne et ses voisins. Distincte de l'élargissement, la PEV est présentée aujourd'hui comme une politique globale qui a vocation à devenir, à son tour, un « instrument central de la politique étrangère » de l'UE.

Dans cette perspective, la PEV ambitionne « d'asseoir dans le voisinage de l'UE une zone de prospérité, de stabilité et de sécurité, fondée sur les droits de l'Homme, la démocratie et l'état de droit ».

I - LA POLITIQUE EUROPÉENNE DE VOISINAGE : UNE POLITIQUE EN QUÊTE DE SES MARQUES

A - DES SITUATIONS HÉTÉROGÈNES, UN CADRE UNIQUE ET DES ACTEURS MULTIPLES

En même temps qu'il parachevait les négociations d'adhésion de 10 nouveaux membres et consacrait la perspective européenne des pays des Balkans occidentaux, le Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002 affichait une volonté résolue « d'éviter la formation de nouvelles lignes de démarcation en Europe ». Les chefs d'État et de gouvernement affirmaient la nécessité « de faire progresser les relations avec les pays voisins sur la base de valeurs politiques et économiques communes », posant ainsi les bases d'une démarche inédite de l'Union envers son « voisinage ».

1. Un vaste espace géographique de la mer Caspienne au Sahara

La PEV était originellement tournée vers les « nouveaux voisins de l'Est », Ukraine, Moldavie et Bélarus, dont la situation pouvait laisser deviner la complexité et les enjeux d'une politique globale de l'Union à l'égard de son voisinage. Alors que l'Ukraine se tournait explicitement vers l'Union européenne, la Moldavie posait, au travers du conflit en Transnistrie, la question de la stabilisation de la région et la celle du respect des valeurs démocratiques et des droits de l'Homme.

Cependant, afin d'éviter un affichage par trop ciblé sur ces trois États, le Conseil européen incluait, à leur côté, les « pays du Sud de la Méditerranée », suivant en cela une recommandation conjointe du commissaire Patten et de Javier Solana, haut représentant pour la Politique étrangère et de sécurité commune (PESC). Et, en juin 2004, sur proposition de la Commission, le champ de la PEV était étendu aux républiques du Caucase du Sud.

La politique de voisinage stabilisait ainsi sa configuration à 16 pays, recouvrant un large espace, depuis l'Est européen (Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Moldavie, Géorgie, Ukraine) jusqu'au Maghreb (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye), en passant par le Proche-Orient (Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Autorité palestinienne).

La PEV a donc comme caractéristique première de viser des États très divers. Les systèmes politiques et économiques en place diffèrent largement, au point que « le dénominateur commun finit par être assez modeste », comme l'écrit le professeur Rupnik dans un ouvrage sur Les banlieues de l'Europe. Consciente de cette difficulté, l'Union a cependant d'emblée voulu insister sur la notion d'intérêts partagés et de défis communs à relever. Les premières communications de la Commission, en 2003 et 2004, sont à cet égard révélatrices : au-delà de la proximité géographique, l'accent est mis sur « la réalité des liens historiques et les valeurs communes ».

Si la carte de la PEV est largement définie, elle ne comprend pas pour autant tous les pays qui participent du voisinage géographique de l'Union.

Limitée aux « pays voisins qui n'ont actuellement aucune perspective d'adhésion », elle ne concerne ni les pays candidats (Croatie, ancienne République yougoslave de Macédoine, Turquie), ni les candidats potentiels (Albanie, Bosnie et Herzégovine, Monténégro, Serbie, Kosovo). Les futurs « voisins » de l'UE, au terme éventuel du processus d'adhésion de la Turquie (Irak, Iran), ne sont pas non plus couverts.

La Fédération de Russie, bien que voisine géographique, n'est pas davantage intégrée à la PEV, tout en étant qualifiée de « partenaire stratégique ». Depuis 1997, ses relations avec l'UE font l'objet d'un accord de

partenariat et de coopération et elle figure explicitement sur la liste des pays considérés comme partenaires et bénéficiaires de l'Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP).

D'autres États, géographiquement voisins, ne sont pas non plus associés à la PEV, qu'il s'agisse des membres de l'Espace économique européen (EEE) - Islande, Norvège, Lichtenstein - dont les relations avec l'UE sont régies par l'Accord européen de libre échange (AELE), de la Suisse, qui fait l'objet d'accords bilatéraux sectoriels, ou de Monaco et d'Andorre.

Enfin, le voisinage des régions ultrapériphériques, qui comprend en particulier les départements d'Outre Mer français, fait l'objet d'une politique européenne spécifique, notamment en matière de coopération transfrontalière et de politique commerciale et douanière. Ce faisant, la PEV n'intègre pas les politiques de relations de voisinage concernant non seulement les départements d'Outre Mer, mais également les territoires ultra-marins des pays membres de l'Union européenne.

2. Un cadre politique global et ambitieux

Parallèlement à la définition de son champ géographique, le Conseil européen de Copenhague adoptait les grandes lignes du contenu de la politique de voisinage. Plaçant le principe de l'appropriation au cœur de la PEV, l'UE affichait l'objectif « de faire progresser les relations avec les pays voisins sur la base de valeurs politiques et économiques communes ».

La PEV recouvre ainsi un très large éventail de politiques ordonnées autour de quatre priorités :

- la promotion de la démocratie, des droits de l'Homme et de la paix avec, comme objectif prioritaire, « la mise en place d'une responsabilité partagée pour la sécurité et la stabilité dans la région » ;

- une intégration économique plus poussée combinée à la réalisation de progrès dans le domaine social ;

une coopération accrue dans le domaine de la justice et des affaires intérieures en particulier en ce qui concerne la gestion des frontières, la circulation des personnes, les migrations, la lutte contre le terrorisme ;

- un renforcement des connexions et des « contacts entre les communautés ».

Privilégiant une approche bilatérale, la PEV s'est appuyée dès son lancement sur les accords qui avaient pu être signés antérieurement. À ce jour, des accords « de partenariat et de coopération » sont en vigueur avec l'Ukraine, la Moldavie, l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie depuis la fin des

années 1990. Quant aux relations entre l'UE et les pays méditerranéens, elles sont régies par des « accords d'association » qui ont succédé, dans les années 2000, aux accords de coopération.

Les plans d'action, adoptés conjointement sur la base des grandes orientations dessinées dans les documents de stratégie par pays, constituent la clef de voute du dispositif. Ils énoncent les réformes politiques et économiques à mener en priorité et en précisent, sur une période de 3 à 5 ans, le calendrier. Pour chaque domaine (dialogue politique et coopération, questions économiques et financières, affaires sociales et migration, agriculture et pêche, industrie, commerce et services, droits de l'Homme et démocratie...), des sous-comités sont prévus pour veiller à leur mise en œuvre. Les plans d'action donnent par ailleurs lieu, chaque année, à une évaluation des avancées enregistrées sous forme d'une communication de synthèse de la Commission, d'un rapport de suivi sectoriel et de rapports de suivi établis par pays.

Quant au financement de la PEV, il repose sur trois instruments : l'Instrument européen de voisinage et de partenariat qui s'est substitué aux anciens programmes de soutien financiers TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States-CEI), - pour les pays de l'Est - MEDA (Mesures d'accompagnement financières et techniques) - pour le Sud. Doté de 12 Md € pour la période 2007-2013, la clé de répartition géographique entre l'Est et le Sud résulte d'un compromis obtenu à Barcelone, en 2006 : deux-tiers des crédits au bénéfice des pays du Sud, un tiers au profit des pays de l'Est complété par le financement du Partenariat oriental évoqué plus loin; le fonds d'investissement de la PEV d'un montant de 700 M€ dont l'objet est de compléter les prêts accordés par les institutions financières internationales ; la facilité de gouvernance, avec un budget de 300 M€ constitue un financement complémentaire octroyé aux pays qui ont le plus progressé dans la réalisation de leur plan d'action.

B - LE MANQUE DE VISIBILITÉ DE LA PEV

Présentée comme ayant vocation à devenir un « instrument central de la politique étrangère » de l'UE, la PEV apparaît à plus d'un titre comme particulièrement ambitieuse tant son étendue géographique et le champ de son action sont vastes. Conçue à l'origine pour prendre le relais de la politique d'élargissement, ses contours n'en demeurent pas moins insuffisamment précis, entretenant des ambiguïtés et des incertitudes et, au-delà, le débat autour des finalités de la construction européenne.

1. Les ambiguïtés du message de l'Union européenne

1.1. Voisinage ou élargissement ?

Le Conseil européen de juin 2003 distinguait explicitement la PEV du processus d'élargissement défini par l'article 49 du traité sur l'Union européenne qui réserve aux seuls États européens la possibilité de devenir membre de l'Union.

À l'occasion des derniers élargissements intervenus en 2004, la Commission précisait les objectifs assignés à la PEV : faire profiter les pays limitrophes des bénéfices de cette dernière vague d'adhésions afin de conforter la stabilité, la sécurité et la prospérité des périphéries de l'Union européenne dans des conditions distinctes de l'adhésion.

Depuis, nombreuses ont été les voix qui se sont exprimées, en particulier au sein du Parlement européen, pour souligner que l'adhésion ne pouvait effectivement être la seule solution pour tous les pays tiers qui se tournent vers l'UE et qu'il convenait de réfléchir à une diversification des formes de relations contractuelles à nouer. Le Parlement européen, dans un rapport sur cette question, estime qu'il existe « un fossé conceptuel, politique et juridique » entre précisément la stratégie d'élargissement et la politique européenne de voisinage. De même, on ne saurait davantage éluder les divergences d'approche entre les États membres : clivages entre certains des membres les plus anciens pour lesquels la PEV est un substitut à l'adhésion et les nouveaux membres de l'Est de l'Union qui souhaitent maintenir une dynamique d'élargissement, singulièrement en direction de l'Ukraine et de la Géorgie ; désaccords, en outre, entre les derniers entrés qui affichent une forte volonté de consolider en priorité les relations avec les pays situés à leurs bords tandis que les pays du Sud de l'UE se tournent plus naturellement vers les pays de la rive sud de la Méditerranée. L'initiative française de l'Union de la Méditerranée, devenue l'Union pour la Méditerranée, en est l'illustration.

En tout état de cause, les prises de position, les mises au point tout en nuance en provenance des États membres eux-mêmes ou des institutions européennes, témoignent, s'il en était besoin, que la PEV n'a pas trouvé ses marques dans l'architecture des relations de l'UE avec ses voisins. Le Parlement européen a d'ailleurs estimé nécessaire de réaffirmer, dans une résolution de janvier 2006, que la juxtaposition, au sein de la PEV, de pays européens auxquels les traités en vigueur reconnaissent, en principe, le droit de poser leur candidature à l'adhésion à l'Union et de pays qui sont des voisins de longue date de l'Union mais qui ne peuvent y adhérer », n'influe « aucunement sur le droit des pays européens précités de solliciter leur adhésion ». Certains de ces pays à l'instar de l'Ukraine et de la Géorgie, ont, au demeurant, réitéré à plusieurs reprises leur intérêt pour une adhésion à l'UE.

Et, le Conseil européen n'a-t-il pas, lui aussi, assoupli sa lecture en considérant en juin 2007 que « la PEV ne préjuge pas de l'évolution que pourraient connaître les relations des pays partenaires avec l'UE » ?

Cette évolution peut alors amener une autre question : la cohabitation, dans un même cadre, de pays européens au sens géographique et historique du terme, et de pays voisins du continent européen, situés sur la rive sud de la Méditerranée, ne conduit-elle pas à diluer, dans une certaine mesure, la portée du critère des traités qui restreint aux seuls États européens la possibilité de devenir membre de l'Union ?

Sans compter que, l'abus sémantique identifiant l'Union européenne à l'Europe, dont il n'existe pas de limites objectives, précises et incontestables, entretient la confusion.

Une approche fondée sur le degré de développement économique et social, ne lève pas davantage les ambiguïtés et alimente le même flou sur la ligne ténue de démarcation entre politique d'élargissement et PEV. En effet, selon le rapport sur le développement humain 2007-2008 du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), le PIB (Produit intérieur brut) par tête, en parité de pouvoir d'achat, de certains pays parties à la PEV, tels que la Tunisie, l'Algérie, le Bélarus, l'Ukraine est supérieur ou comparable à celui de pays comme l'Albanie ou l'ARYM (ancienne République yougoslave de Macédoine), appelés à rejoindre l'UE.

1.2. Élargissement ou approfondissement ?

Si l'Union européenne a réaffirmé la perspective d'adhésion de la Croatie, de l'ARYM et de la Turquie ainsi que des cinq autres pays des Balkans, la question des limites de l'élargissement, de « la poursuite de la course en avant » pour certains, est posée par beaucoup avec celle du préalable de la consolidation de l'assise de son projet politique. Dans ce contexte et alors que la PEV pâtit d'un manque de visibilité, la capacité d'absorption de l'UE revient au cœur du débat.

Les politiques extérieures de l'UE, et au premier chef la PEV, ne peuvent être épargnées par ces problématiques qui renvoient toutes aux contours et aux priorités à conférer au projet de l'UE. Tel est bien le défi posé à l'UE au travers du débat sur l'équilibre à trouver entre approfondissement et élargissement. Convient-il, par ailleurs, d'accorder la priorité à un projet politique, économiquement et socialement cohérent, bâti sur un ensemble continental géographiquement resserré ? Ou bien faut-il privilégier un projet mettant l'accent sur l'organisation et la stabilisation d'un espace économique plus large ? Le CESE fait sien les propos tenus par M. Philippe Moreau Defarges, auditionné devant la section des relations extérieures : « Le défi n'est pas seulement celui des frontières, c'est comment cette construction

européenne peut devenir un espace de rayonnement, de paix, de prospérité, de démocratie sur sa périphérie, c'est-à-dire l'Europe centrale et orientale, peut-être la Russie, la Méditerranée, peut-être l'Afrique. Ses limites sont floues. L'un des moyens de créer de la richesse est d'enrichir les pauvres ».

Reste que le message porté par la PEV sur la scène internationale ne sera crédible que si l'Union et les États membres sont eux-mêmes cohérents et exigeants dans les politiques qu'ils mettent en œuvre à leur niveau.

2. Un accueil mitigé des pays voisins

2.1. Les ambiguïtés des grands principes de mise en œuvre de la PEV

Dans un document d'orientation du 12 mai 2004, la Commission insistait sur le caractère global de la PEV ainsi que sur la nécessité « au plus haut point que les institutions et les États membres agissent de manière logique et cohérente ».

Mais, dans le même temps, la mise en œuvre de la PEV repose sur deux principes fondamentaux qui participent, à l'opposé, d'une logique d'individualisation et de flexibilité des parcours avec chaque pays tiers : la différenciation et la conditionnalité.

La première vise, en effet, à permettre la définition, dans le cadre des plans d'action bilatéraux, de priorités tenant compte, pays par pays, de sa situation politique et économique, de ses relations avec l'Union européenne, de l'état d'avancement de son programme de réformes internes... Quant à la seconde, elle a pour objet, à défaut de perspective tangible d'adhésion à l'UE, de proposer des contreparties, en d'autres termes un partenariat « rehaussé » en fonction des avancées concrètes enregistrées par les pays concernés.

Ainsi, le Conseil européen, dans ses conclusions relatives à la mise en œuvre de la PEV les 12 et 13 décembre 2002, précisait que le développement des relations avec les pays concernés dépendrait de leur volonté de respecter les valeurs communes dans le domaine de la démocratie, de l'état de droit et des droits de l'Homme. La négociation d'accords commerciaux, l'aide financière, l'assistance technique et la participation des partenaires de la PEV aux programmes et agences communautaires sont présentés comme autant de contreparties associées à la mise en œuvre de la PEV, la Commission prenant cependant le soin de préciser qu'il ne s'agit pas « d'acheter des réformes ».

Les mécanismes de la différenciation et de la conditionnalité, s'ils peuvent donc apparaître comme un élément d'efficacité, voire d'émulation et de compétition entre États partenaires susceptibles de favoriser leur engagement vis-à-vis de l'UE, ne sont cependant pas sans risque comme cela a été souligné, sur la cohérence et la crédibilité d'ensemble de la PEV ainsi que sur

les synergies régionales. Le risque d'une fragilisation ne peut être négligé à la lumière de la communication annuelle du 5 décembre 2007 rendant compte des progrès de la PEV : la Commission européenne, tout en soulignant l'unicité du cadre de la PEV ainsi que l'engagement de l'UE à approfondir ses relations avec tous ses partenaires, concluait que « plus la politique évoluera, plus la différenciation sera prononcée », mettant en avant, à cet égard, l'évolution de ses accords avec l'Ukraine (accord renforcé), le Maroc (« statut avancé ») et avec Israël.

À cela s'ajoute une difficulté, qui peut résider dans le comportement des États membres, souvent engagés par leur histoire dans des relations bilatérales d'État à État, se fondant difficilement dans une vision plus collective.

2.2. Des réserves et des attentes contradictoires

Force est de constater que l'UE n'envoie pas de signal net sur les finalités de la PEV et ce manque d'orientations clairement dessinées amoindrit la portée du message délivré et en brouille la réception. La plupart des pays tiers font montre de sentiments de perplexité et de doute qui se conjuguent à des réserves de fond que d'aucuns n'hésitent pas à exprimer devant les autorités bruxelloises. Parmi les points les plus saillants, on mentionnera la mise sur un même pied de pays de l'Est de l'Europe et de pays situés au Sud de la Méditerranée dont le passé, les intérêts et les aspirations ne les destineraient pas, de leur point de vue, à un modèle « préformaté » de relations avec l'Union européenne; le caractère par trop euro-centré et asymétrique d'une politique dont le pilotage appartient essentiellement à la Commission ; une grande complexité des procédures administratives et financières qui retarde ou obère la réalisation des objectifs de la PEV... Bref, des relations jugées insuffisamment d'égal à égal marquées du sceau de l'incertitude quant à leur évolution future.

Cette politique qui se veut unique tout en mettant de plus en plus l'accent, au fil des négociations, sur le renforcement de l'approche bilatérale et un approfondissement ciblé et différencié des coopérations est aussi un levier, une incitation forte, pour certains pays comme l'Ukraine, le Maroc ou Israël, à jouer leur propre carte, à faire valoir leurs atouts et à valoriser leurs efforts pour prétendre à un partenariat ou un statut plus favorable.

La situation de l'Ukraine, le plus vaste des partenaires de la PEV, est à cet égard emblématique et pourrait avoir valeur de test ou de précédent. Comme le soulignait Mme Anne de Tinguy, invitée à s'exprimer devant la section des relations extérieures, l'ambition européenne, légitimée par la révolution orange, est désormais au cœur des politiques internes et externes menées par ce pays qui détient les plus longues frontières communes avec l'Union européenne. « Mais, parce qu'elle se situe dans l'espace postsoviétique,

l'Ukraine, ajoute-t-elle, occupe une place particulière dans la vision que la Russie a de son environnement. Placée dans un double statut de voisinage de l'UE et de la Russie, sa perspective européenne - largement appuyée par la population - ne peut être dissociée de sa volonté d'être un État indépendant vis-à-vis de la Russie »

Concernant l'Ukraine, le Comité économique et social européen s'est positionné clairement en faveur de l'offre d'une perspective d'adhésion dans le cadre des négociations actuelles sur un accord d'association appelé à succéder au présent accord de partenariat et de coopération. Mais, si les institutions de l'UE laissent implicitement ouverte cette perspective, le soutien des États membres aux réformes menées par les autorités ukrainiennes ne saurait masquer leurs divisions sur la trajectoire à tenir à l'égard de ce pays. Ainsi, la déclaration conjointe UE/Ukraine, à l'issue du sommet du 9 septembre 2008, reconnaît l'Ukraine « comme pays européen qui partage une histoire commune et des valeurs communes avec les pays de l'UE ». L'UE y « reconnaît les aspirations européennes de l'Ukraine et se félicite de son choix européen ».

Le Document de stratégie par pays (DSP), applicable à l'Ukraine, pour la période 2007-2013, souligne que le plan d'action doit être utilisé par celle-ci pour se rapprocher de l'UE dans le cadre de son objectif d'adhésion. Conçu et appelé à être mis en œuvre selon une méthodologie de négociation et de travail qui, à plus d'un titre, s'apparente aux instruments utilisés dans le cadre des procédures de préadhésion, le plan d'action n'en appelle pas moins, de la part des Ukrainiens, des réserves comme outil efficace et adapté à son aspiration d'intégration de l'Union européenne. Dans ce contexte, on ne peut donc que s'interroger sur les limites de cette politique de voisinage conduisant à proposer aux pays partenaires « tout de l'UE sauf les institutions ». Alors qu'elle semble désormais, s'agissant de l'Ukraine, pouvoir déboucher dans le futur sur une possible intégration, le débat demeure, par contre, toujours aussi controversé en ce qui concerne la Turquie engagée, depuis sa candidature actée en 1999, dans de très longues négociations.

ΜΕΤΑΦΡΑΣΜΑ

Η ΕΥΡΩΠΑΙΚΗ ΕΝΩΣΗ ΚΑΙ ΟΙ ΣΧΕΣΕΙΣ ΤΗΣ ΜΕ ΤΙΣ ΓΕΙΤΟΝΕΣ ΧΩΡΕΣ

Γνωμοδότηση του Οικονομικού, Κοινωνικού και Περιβαλλοντικού Συμβουλίου της Γαλλίας υποβληθείσα στη Συνεδρίαση της 12^{ης} και 13^{ης} Μαΐου 2009 από τον Yves Veyrier, εκπρόσωπο του Τμήματος Εξωτερικών Σχέσεων

Η πολιτική της Ευρωπαϊκής Ένωσης (ΕΕ) σε ό,τι αφορά τις σχέσεις τις με τις γείτονες χώρες ανέκαθεν χαρακτηριζόταν από την κεντρική σημασία που δινόταν στην έννοια της διεύρυνσης. Ωστόσο, η ένταξη στην Ένωση 27 κρατών μελών και το ενδεχόμενο προσχώρησης σε αυτή και άλλων χωρών (χώρες των νοτιοανατολικών Βαλκανίων, Τουρκία) θέτουν τις σχέσεις αυτές σε νέες βάσεις.

Ενώ η Ευρωπαϊκή Ένωση πασχίζει να εξέλθει από την κρίση που επηρεάζει τη λειτουργία των θεσμικών της οργάνων, η διαχείριση των συνόρων της και τα όρια της «απορροφητικής της ικανότητας» αποτελούν ζητήματα που επιζητούν όλο και περισσότερο λύση, καθώς εμποδίζουν τη διαδικασία διεύρυνσής της.

Την ίδια στιγμή, κρίνεται αναγκαίο να δοθεί μια νέα διάσταση στην εξωτερική πολιτική της Ένωσης σε ό,τι αφορά τις σχέσεις της με τις γείτονες χώρες. Χρειάζεται να αξιολογηθεί η διεύρυνση προς ανατολάς και να οριστούν εκ νέου η μορφή και το περιεχόμενο της συνεργασίας με τις γειτονικές χώρες στο Νότο.

Η Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας (ΕΠΓ), που καθιερώθηκε το 2003-2004, αποτελεί το πλαίσιο αναφοράς για τις σχέσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης με τους γείτονές της. Πρόκειται για μια συνολική πολιτική που εφαρμόζεται ανεξάρτητα από τη διαδικασία διεύρυνσης και έχει ως στόχο να αποτελέσει το «βασικό εργαλείο εξωτερικής πολιτικής της ΕΕ».

Στο πλαίσιο αυτό, η ΕΠΓ φιλοδοξεί να δημιουργήσει «μια ζώνη ευημερίας, σταθερότητας και ασφάλειας εντός και εκτός της ΕΕ, που θα βασίζεται στις αρχές του σεβασμού των ανθρωπίνων δικαιωμάτων, της δημοκρατίας και του κράτους δικαίου».

Ι. ΕΥΡΩΠΑΙΚΗ ΠΟΛΙΤΙΚΗ ΓΕΙΤΟΝΙΑΣ: ΜΙΑ ΠΟΛΙΤΙΚΗ ΕΙΣ ΑΝΑΖΗΤΗΣΙΝ ΤΩΝ ΒΑΣΙΚΩΝ ΣΤΟΙΧΕΙΩΝ ΤΗΣ

Α- ΑΝΟΜΟΙΟΓΕΝΕΙΣ ΠΑΡΑΓΟΝΤΕΣ ΚΑΙ ΠΟΛΛΑΠΛΟΙ ΦΟΡΕΙΣ ΕΝΤΟΣ ΕΝΟΣ ΕΝΙΑΙΟΥ ΠΛΑΙΣΙΟΥ

Στις 12 και 13 Δεκεμβρίου 2002 και ενώ είχαν ολοκληρωθεί οι διαπραγματεύσεις για την ένταξη 10 νέων κρατών στην ΕΕ και υπήρχε η προοπτική προσχώρησης και κρατών των δυτικών Βαλκανίων, το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο της Κοπεγχάγης εισηγήθηκε τη λήψη μέτρων ώστε να

«αποφευχθεί η δημιουργία νέων διαχωριστικών γραμμών στην Ευρώπη». Οι αρχηγοί κρατών και κυβερνήσεων υπογράμμισαν την ανάγκη να αναπτυχθούν μεταξύ της Ένωσης και των γειτόνων της σχέσεις που θα θεμελιώνονται στην προσήλωση σε κοινές πολιτικές και οικονομικές αξίες. Έτσι, τέθηκαν οι βάσεις για το σχεδιασμό μιας νέας πολιτικής γειτονίας της ΕΕ.

1. Η ΕΠΓ ως εργαλείο που καλύπτει ένα ευρύ γεωγραφικό πεδίο

Η ΕΠΓ δημιουργήθηκε αρχικά με σκοπό να ρυθμίσει τις σχέσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης με τους νέους της γείτονες στα ανατολικά: την Ουκρανία, τη Μολδαβία και τη Λευκορωσία. Η πολυπλοκότητα που χαρακτήριζε ως τότε τις σχέσεις αυτές ήταν ενδεικτική της κατάστασης που επικρατούσε σε διεθνές επίπεδο και η οποία σχετιζόταν με την ευρύτερη πολιτική γειτονίας της Ένωσης: ενώ η Ουκρανία ήταν έτοιμη να ακολουθήσει ρητά τις οδηγίες της ΕΕ, η Μολδαβία έθετε –μέσω της διένεξης στην Υπερδνειστερία- το ερώτημα της σταθεροποίησης της περιοχής και του σεβασμού των δημοκρατικών αξιών και των δικαιωμάτων του ανθρώπου.

Ωστόσο, προκειμένου να αποφευχθεί να στοχευθούν υπερβολικά τα τρία αυτά κράτη, το Συμβούλιο συμπεριέλαβε στην ΕΠΓ και «τις χώρες που βρίσκονται στα νότια της Μεσογείου», ακολουθώντας με αυτό τον τρόπο την κοινή σύσταση του επιτρόπου Patten και του Javier Solana, ύπατου εκπροσώπου της ΚΕΠΠΑ (Κοινή Εξωτερική Πολιτική και Πολιτική Ασφάλειας). Επιπλέον, τον Ιούνιο του 2004 και κατόπιν πρότασης της Ευρωπαϊκής Επιτροπής, το πεδίο εφαρμογής της ΕΠΓ επεκτάθηκε και στις δημοκρατίες του Νοτίου Καυκάσου.

Έτσι, η πολιτική γειτονίας στην τελική της μορφή περιελάμβανε 16 χώρες και κάλυπτε μια ευρεία περιοχή, που ξεκινούσε από την Ανατολική Ευρώπη (Αρμενία, Αζερμπαϊτζάν, Λευκορωσία, Μολδαβία, Γεωργία, Ουκρανία) και έφτανε ως τις χώρες του Μάγκρεμπ (Αλγερία, Μαρόκο, Τυνησία, Λιβύη), περνώντας από τη Μέση Ανατολή (Αίγυπτος, Ισραήλ, Ιορδανία, Λίβανος, Συρία, Παλαιστινιακή Αρχή).

Βασικό στοιχείο της ΕΠΓ είναι ότι απευθύνεται σε κράτη με πολύ διαφορετικά χαρακτηριστικά. Τα πολιτικά και οικονομικά συστήματα με τα οποία συνδέεται διαφέρουν σε τόσο μεγάλο βαθμό, ώστε «ο κοινός τους παρονομαστής είναι σχεδόν αμελητέος», αναφέρει στο βιβλίο του *Les banlieues de l'Europe* ο καθηγητής Jacques Rupnik. Γνωρίζοντας τη δυσκολία του εγχειρήματος αυτού, η ΕΕ επεσήμανε εξ αρχής την ανάγκη ύπαρξης κοινών στόχων και κοινών προκλήσεων στο πλαίσιο της ΕΠΓ. Οι αρχικές ανακοινώσεις της λειτούργησαν υπέρ της επίτευξης του στόχου αυτού, καθώς ανέφεραν ρητά ότι πέρα από τη γεωγραφική γειτνίαση δινόταν ιδιαίτερη έμφαση και στη δημιουργία «ιστορικών δεσμών και κοινών αξιών μεταξύ των κρατών».

Μολονότι το πλαίσιο αναφοράς της ΕΠΓ έχει καθοριστεί με τέτοιο τρόπο, ώστε να απευθύνεται σε ένα ευρύ φάσμα κρατών, δεν περιλαμβάνει όλες τις χώρες που γειτνιάζουν γεωγραφικά με την Ένωση, αλλά περιορίζεται μόνο σε εκείνες που δεν έχουν καμία προοπτική προσχώρησης σε αυτή. Έτσι, δεν αφορά τις υποψήφιες για ένταξη στην ΕΕ χώρες (Κροατία, πρώην Γιουγκοσλαβική Δημοκρατία της Μακεδονίας, Τουρκία), ούτε τις δυνάμει υποψήφιες (Αλβανία, Βοσνία Ερζεγοβίνη, Μαυροβούνιο, Σερβία, Κοσσυφοπέδιο), ενώ δεν καλύπτει ούτε τους γείτονες που θα προέκυπταν μετά την ένταξη στην ΕΕ της Τουρκίας (Ιράν, Ιράκ).

Επιπλέον, ούτε η Ρωσική Ομοσπονδία εντάχθηκε στην ΕΠΓ, παρόλο που γειτνιάζει γεωγραφικά με την ΕΕ και έχει χαρακτηριστεί στρατηγικός εταίρος της. Από το 1997, οι σχέσεις των 2 μερών καθορίζονται από μια συμφωνία εταιρικής σχέσης και συνεργασίας, ενώ η Ρωσία περιλαμβάνεται στον κατάλογο των συνεργαζόμενων εταίρων και δικαιούχων χωρών του Ευρωπαϊκού Μηχανισμού Γειτονίας και Εταιρικής Σχέσης (ΕΜΓΕΣ).

Άλλα κράτη που γειτνιάζουν γεωγραφικά με την ΕΕ αλλά δεν εντάσσονται στην ΕΠΓ είναι τα μέλη του Ευρωπαϊκού Οικονομικού Χώρου (ΕΟΧ) – Ισλανδία, Νορβηγία, Λίχτενσταϊν- οι σχέσεις των οποίων με την Ένωση διέπονται από την Ευρωπαϊκή Ζώνη Ελεύθερων Συναλλαγών (ΕΖΕΣ), η Ελβετία, που συνδέεται με την Ένωση με διμερείς τομεακές συμφωνίες, το Μόναχο και η Ανδόρα.

Τέλος, οι σχέσεις γειτονίας με τις εξόχως απομακρυσμένες περιοχές –ειδικά τα υπερπόντια εδάφη της Γαλλίας- διέπονται από μια συγκεκριμένη ευρωπαϊκή πολιτική, που αφορά κυρίως τη διασυνοριακή συνεργασία και την εμπορική και τελωνειακή πολιτική. Ως εκ τούτου, η ΕΠΓ δεν περιλαμβάνει τις πολιτικές γειτονίας με τα γαλλικά υπερπόντια διαμερίσματα και τα υπερπόντια εδάφη των κρατών μελών γενικότερα.

2. Η ΕΠΓ ως φιλόδοξο πλαίσιο πολιτικής με παγκόσμια εμβέλεια

Παράλληλα με τον καθορισμό του γεωγραφικού πεδίου εφαρμογής της ΕΠΓ, το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο της Κοπεγχάγης προσδιόρισε και τις βάσεις πάνω στις οποίες θα θεμελιωνόταν η πολιτική αυτή. Θέτοντας την έννοια της οικειοποίησης στο κέντρο της ΕΠΓ, η ΕΕ στόχευε στη θεμελίωση με τις γείτονες χώρες σχέσεων που θα βασίζονται σε κοινές πολιτικές και οικονομικές αξίες.

Ως εκ τούτου, η ΕΠΓ καλύπτει ένα ευρύ φάσμα πολιτικών, που εφαρμόζονται με σκοπό να επιτευχθούν τέσσερις βασικοί στόχοι:

- η προώθηση της δημοκρατίας, των ανθρωπίνων δικαιωμάτων και της ειρήνης, με τη «θέσπιση κοινής ευθύνης στην επίτευξη της ασφάλειας και της σταθερότητας στην περιοχή»,

- η βαθύτερη οικονομική ολοκλήρωση ταυτόχρονα με την πρόοδο στον κοινωνικό τομέα,
- η αυξημένη συνεργασία στον τομέα της δικαιοσύνης και των εσωτερικών υποθέσεων, ιδιαίτερα σε ό,τι αφορά τη διαχείριση των συνόρων, την κυκλοφορία των ατόμων, τη μετανάστευση, τη μάχη ενάντια στην τρομοκρατία και
- η ενίσχυση της επικοινωνίας και των σχέσεων μεταξύ των εταίρων.

Θέλοντας να ακολουθήσει μια διμερή προσέγγιση σε ό,τι αφορά τη διαχείριση των σχέσεων της ΕΕ με τα υπόλοιπα κράτη, η ΕΠΓ βασίστηκε εξ αρχής σε ήδη υπογεγραμμένες συμφωνίες. Έτσι, από το τέλος του 1990 έως σήμερα, οι σχέσεις της Ένωσης με τη Ουκρανία, τη Μολδαβία, την Αρμενία, το Αζερμπαϊτζάν και τη Γεωργία ρυθμίζονται από συμφωνίες εταιρικής σχέσης και συνεργασίας, ενώ για τις χώρες της Μεσογείου τις συμφωνίες σύνδεσης διαδέχθηκαν τη δεκαετία του 2000 οι συμφωνίες συνεργασίας.

Θεμέλιοι λίθοι της ΕΠΓ είναι τα σχέδια δράσης, που καταρτίζονται με βάση τις κατευθυντήριες γραμμές που ορίζονται στα έγγραφα στρατηγικής για κάθε χώρα. Πρόκειται για πολιτικά έγγραφα, που προβλέπουν πολιτικές και οικονομικές μεταρρυθμίσεις σε διάφορους τομείς. Οι μεταρρυθμίσεις αυτές τίθενται σε προτεραιότητα και καθορίζουν για 3 έως 5 χρόνια το χρονοδιάγραμμα των εργασιών των κρατών. Για κάθε τομέα (πολιτικός διάλογος και συνεργασία, οικονομικά και χρηματοπιστωτικά ζητήματα, κοινωνικά θέματα που σχετίζονται με τη μετανάστευση, τη γεωργία, την αλιεία, τη βιομηχανία, το εμπόριο και τις υπηρεσίες, ανθρώπινα δικαιώματα και δημοκρατία) ορίζονται υποεπιτροπές που μεριμνούν για την πραγματοποίηση των στόχων που τίθενται. Επιπλέον, τα σχέδια δράσης αξιολογούν ετησίως την πρόοδο στους συμφωνηθέντες τομείς μέσω συγκεκριμένων εκθέσεων των επιτροπών, τομεακών εκθέσεων προόδου και εκθέσεων που εκπονούνται ανά χώρα.

Για τη χρηματοδότηση της ΕΠΓ χρησιμοποιούνται τρεις μηχανισμοί:

- ο Ευρωπαϊκός Μηχανισμός Γειτονίας και Εταιρικής Σχέσης, που αντικατέστησε τα προηγούμενα προγράμματα χρηματοπιστωτικής στήριξης TACIS (Τεχνική Βοήθεια στην Κοινοπολιτεία Ανεξάρτητων Κρατών) για τις ανατολικές χώρες και MEDA (Συνοδευτικά Μέτρα Χρηματοπιστωτικής και Τεχνικής Στήριξης) για τις χώρες του Νότου. Έχοντας λάβει 12 δις ευρώ για την περίοδο 2007-2013, οι χώρες εταίροι της ΕΠΓ κατέληξαν σε συμβιβασμό το 2006 στη Βαρκελώνη και αποφάσισαν να κατανείμουν γεωγραφικά τη χρηματοδότηση αυτή: τα 2/3 χορηγήθηκαν προς όφελος των νοτίων χωρών, ενώ για τις ανατολικές χώρες δόθηκε το υπόλοιπο 1/3 μαζί με τη χρηματοδότηση από την Ανατολική Εταιρική Σχέση, για την οποία θα γίνει λόγος παρακάτω,

- το ταμείο επενδύσεων υπέρ της ΕΠΓ ύψους 700 εκατ. ευρώ που χρησιμοποιείται για τη στήριξη των δανείων των διεθνών χρηματοπιστωτικών ιδρυμάτων στις χώρες εταίρους και
- η διευκόλυνση για τη διακυβέρνηση στο πλαίσιο της ΕΠΓ, ύψους 300 εκατ. ευρώ, που παρέχει επιπλέον στήριξη στις χώρες που έχουν σημειώσει τη μεγαλύτερη πρόοδο στην υλοποίηση των σχεδίων δράσης τους.

B- Η ΕΛΛΕΙΨΗ ΣΑΦΗΝΕΙΑΣ ΣΤΗΝ ΕΠΓ

Έχοντας ως στόχο να γίνει το «κεντρικό εργαλείο εξωτερικής πολιτικής της ΕΕ» η ΕΠΓ θεωρήθηκε για διάφορους λόγους μια ιδιαίτερα φιλόδοξη πολιτική, καθώς τόσο το πεδίο εφαρμογής της, όσο και το γεωγραφικό εύρος που καλύπτει είναι ευρέα. Ωστόσο, αν και σχεδιάστηκε εξ αρχής με σκοπό να αντικαταστήσει την πολιτική της διεύρυνσης, στερείται σαφήνειας σε βασικά σημεία της, προκαλώντας έτσι αμφισημία και αβεβαιότητα και θέτοντας υπό αμφισβήτηση το στόχο του ευρωπαϊκού οικοδομήματος γενικότερα.

1. Οι αμφισημίες στα μηνύματα της ΕΕ

1.1 Γειτονία ή διεύρυνση;

Το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο που πραγματοποιήθηκε τον Ιούνιο του 2003 διέκρινε ρητά την ΕΠΓ από τη διαδικασία της διεύρυνσης, όπως αυτή ορίζεται από το άρθρο 49 της συμφωνίας για την ΕΕ, σύμφωνα με το οποίο μόνο τα ευρωπαϊκά κράτη δύναται να ενταχθούν σε αυτή.

Με αφορμή τις τελευταίες διευρύνσεις της ΕΕ το 2004, η Επιτροπή έθεσε το στόχο της ΕΠΓ, που δεν ήταν άλλος από τη δημιουργία ενός εργαλείου που θα φρόντιζε ώστε οι όμορες χώρες να επωφεληθούν του κύματος νέων προσχωρήσεων ώστε να ενισχυθούν η σταθερότητα, η ασφάλεια και η ευημερία γύρω από την ΕΕ, με τρόπο που δε θα περιελάμβανε την ένταξη νέων κρατών σε αυτή.

Έκτοτε, πολλοί ήταν αυτοί –ιδιαίτερα εκτός του Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου- που υποστήριξαν ότι η ένταξη δεν γινόταν πράγματι να είναι η μόνη λύση για τις χώρες που στρέφονταν προς την ΕΕ και τόνισαν την ανάγκη διαφοροποίησης των μορφών συμβατικών σχέσεων της Ένωσης με τα κράτη εκτός αυτής. Το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο, σε έκθεση σχετική με το ζήτημα αυτό, ανέφερε ότι υπάρχει ένα «εννοιολογικό, πολιτικό και νομικό χάσμα» μεταξύ της πολιτικής για τη διεύρυνση και της ΕΠΓ. Επιπλέον, δεν θα ήταν δυνατό να αποφευχθούν οι αποκλίσεις στην προσέγγιση των κρατών που συμμετέχουν στην πολιτική αυτή: διαχωρισμοί, από τη μια πλευρά μεταξύ των χωρών που είχαν και παλαιότερα σχέσεις με την ΕΕ και για τις οποίες η ΕΠΓ ήταν απλά ένα υποκατάστατο της ένταξής τους και των νέων μελών στα ανατολικά (Ουκρανία, Γεωργία) που ήθελαν να δημιουργήσουν μια δυναμική διεύρυνσης ' διαφωνίες από την άλλη μεταξύ των κρατών που επιθυμούσαν

να ενισχύσουν κατά προτεραιότητα τις σχέσεις τους με τις χώρες με τις οποίες συνορεύουν και των νοτίων χωρών της ΕΕ, που στρέφονταν περισσότερο προς τα νότια παράλια της Μεσογείου. Χαρακτηριστικό παράδειγμα αποτελεί η γαλλική πρωτοβουλία για τη Μεσογειακή Ένωση, που οδήγησε στη δημιουργία της Ένωσης για τη Μεσόγειο.

Σε κάθε περίπτωση, οι θέσεις που έχουν ληφθεί και οι διαφορές στις διευκρινήσεις που έχουν δοθεί είτε από τα ίδια τα κράτη μέλη ή από τα ευρωπαϊκά θεσμικά όργανα φανερώνουν ότι η ΕΠΓ δεν κατόρθωσε να ορίσει με σαφήνεια τα στοιχεία εκείνα που θα ρυθμίζουν τις σχέσεις της ΕΕ με τους γείτονές της. Εξάλλου, το Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο επιβεβαίωσε, σε ψήφισμα του τον Ιανουάριο του 2006, ότι η ένταξη στην ΕΠΓ τόσο των ευρωπαϊκών χωρών για τις οποίες οι ισχύουσες συνθήκες αναγνωρίζουν το δικαίωμα υποβολής αιτήσεων για την προσχώρηση στην ΕΕ όσο και κρατών που διατηρούν μακροχρόνιες σχέσεις με την Ένωση, χωρίς ωστόσο να πληρούν τις προϋποθέσεις ένταξης δεν επηρέασε καθόλου το δικαίωμα των πρώτων να επιδιώξουν εκ νέου να προσχωρήσουν σε αυτή. Αντιθέτως μάλιστα, ορισμένες χώρες, όπως η Ουκρανία και η Γεωργία, εξακολουθούν να εκδηλώνουν ενδιαφέρον να ενταχθούν στο ευρωπαϊκό οικοδόμημα.

Ακόμα, το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο ήταν εκείνο που υιοθέτησε τον Ιούνιο του 2007 μια πιο ευέλικτη ερμηνεία της ΕΠΓ, αναφέροντας ότι «το εργαλείο αυτό δεν εμποδίζει την περαιτέρω εξέλιξη των σχέσεων των χωρών εταίρων με την ΕΕ».

Αυτή η εξέλιξη οδηγεί σε ένα άλλο ερώτημα: η συνύπαρξη, εντός του ίδιου πλαισίου, ευρωπαϊκών χωρών με τη γεωγραφική και ιστορική έννοια του όρου και γειτονικών χωρών της ευρωπαϊκής ήπείρου, που βρίσκονται στις νότιες ακτές της Μεσογείου, δεν επεκτείνει ως ένα βαθμό το πεδίο εφαρμογής των κριτηρίων των συνθηκών που αναγνωρίζουν μόνο στα ευρωπαϊκά κράτη το δικαίωμα ένταξης στην ΕΕ;

Η σημασιολογική κατάχρηση που ταυτίζει την ΕΕ με την ευρωπαϊκή ήπειρο, χωρίς να διακρίνει αντικειμενικά, σαφή και αδιαμφισβήτητα όρια μεταξύ των δύο προκαλεί ακόμα μεγαλύτερη σύγχυση.

Η προσέγγιση που βασίζεται στο βαθμό οικονομικής και κοινωνικής ανάπτυξης κάθε χώρας δεν αίρει τις αμφισημίες, αλλά αντίθετα ενισχύει την ασάφεια στη διάκριση μεταξύ της πολιτικής της διεύρυνσης και της ΕΠΓ. Σύμφωνα με την έκθεση σχετικά με την ανθρώπινη ανάπτυξη που πραγματοποιήθηκε το 2007-2008 από το Πρόγραμμα Ανάπτυξης των Ηνωμένων Εθνών (UNDP), το κατά κεφαλήν ΑΕΠ σε ισοτιμία αγοραστικής δύναμης ορισμένων χωρών που συμμετέχουν στην ΕΠΓ, όπως της Τυνησίας, της Αλγερίας, της Λευκορωσίας, της Ουκρανίας είναι ανώτερο ή συγκρίσιμο

με εκείνο χωρών όπως η Αλβανία ή η ΠΓΔΜ, που αναμένεται να προσχωρήσουν στην ΕΕ.

1.2 Διεύρυνση ή εμβάθυνση;

Η επιβεβαίωση από πλευράς της ΕΕ της προοπτικής ένταξης της Κροατίας, της ΠΓΔΜ, της Τουρκίας, καθώς και άλλων πέντε βαλκανικών κρατών θέτει και πάλι στο προσκήνιο το ερώτημα των ορίων διεύρυνσης της, της «συνέχισης του αγώνα προς την πρόοδο» για ορισμένους, συνδέοντας το μάλιστα με το προϋπάρχον ζήτημα της εδραίωσης του πολιτικού της έργου. Ως εκ τούτου και δεδομένης της έλλειψης σαφήνειας της ΕΠΓ, η απορροφητική ικανότητα της ΕΕ τίθεται ξανά στο επίκεντρο της συζήτησης σχετικά με το ευρωπαϊκό οικοδόμημα.

Οι εξωτερικές πολιτικές της ΕΕ και πρωτίστως η ΕΠΓ δεν μπορούν παρά να επηρεάζονται από τα ζητήματα αυτά που αφορούν συνολικά τα σχέδια, τους στόχους και τις προτεραιότητες του έργου της ΕΕ. Στην ουσία, η πραγματική πρόκληση που καλείται να αντιμετωπίσει η Ένωση συνίσταται στην εύρεση της ισορροπίας μεταξύ διεύρυνσης και εμβάθυνσης. Με άλλα λόγια, το ερώτημα που τίθεται είναι το εξής: είναι σκόπιμο να δοθεί προτεραιότητα σε ένα σχέδιο πολιτικά, οικονομικά και κοινωνικά συνεκτικό, που θα απευθύνεται όμως στον περιορισμένο γεωγραφικά χώρο της ευρωπαϊκής ηπείρου ή είναι προτιμότερο να προωθηθεί ένα έργο που θα συμβάλλει στην οργάνωση και τη σταθεροποίηση ενός ευρύτερου οικονομικού χώρου; Το Οικονομικό, Κοινωνικό και Περιβαλλοντικό Συμβούλιο συμμερίζεται τις παρατηρήσεις που εξέφρασε ο Philippe Moreau Defarges ενώπιον του Τμήματος Εξωτερικών Σχέσεων: «η πρόκληση για το ευρωπαϊκό οικοδόμημα δεν συνίσταται μόνο στην οριοθέτηση των συνόρων του, αλλά σχετίζεται και με το πώς μπορεί να δημιουργήσει ένα χώρο επιρροής, ειρήνης, ευημερίας και δημοκρατίας τόσο στο εσωτερικό του όσο και γύρω από αυτό, δηλαδή στην Κεντρική και την Ανατολική Ευρώπη, τη Ρωσία, τη Μεσόγειο και ίσως την Αφρική. Τα όρια της ΕΕ είναι ασαφή. Ένας τρόπος να υπάρξει πλούτος είναι να ενισχυθούν οι πτωχότεροι».

Ωστόσο, το μήνυμα που μεταφέρει η ΕΠΓ στη διεθνή σκηνή δεν θα είναι αξιόπιστο παρά μόνο εάν τόσο η Ένωση όσο και τα ίδια τα κράτη μέλη παραμείνουν συνεπή και ακολουθήσουν ρητά τις πολιτικές που τους έχουν δοθεί.

2. Οι ανάμεικτες αντιδράσεις των γειτονικών χωρών

2.1 Οι αμφισημίες στις βασικές αρχές εφαρμογής της ΕΠΓ

Σε κατευθυντήριο έγγραφο που εξέδωσε στις 12 Μαΐου 2004 η Επιτροπή επεσήμανε τον καθολικό χαρακτήρα της ΕΠΓ, καθώς και την ανάγκη «τα θεσμικά όργανα και τα κράτη που συμμετέχουν σε αυτή να ενεργούν με λογική και συνέπεια».

Την ίδια στιγμή, όμως, η εφαρμογή της ΕΠΓ στηρίζεται σε δύο θεμελιώδεις αρχές που διέπονται από μια λογική εξατομίκευσης και ευελιξίας: τη διαφοροποίηση και την πολλαπλή συμμόρφωση.

Η πρώτη αρχή έχει ως στόχο να συμβάλλει στην ιεράρχηση, στο πλαίσιο των διμερών σχεδίων δράσης, των προτεραιοτήτων της ΕΠΓ, λαμβάνοντας υπόψη την πολιτική και οικονομική κατάσταση κάθε χώρας, τις σχέσεις της με την ΕΕ, την πρόοδο του προγράμματος εσωτερικών μεταρρυθμίσεων που της έχει ανατεθεί και άλλα. Η δεύτερη προτείνει, ελλείψει απτής προοπτικής προσχώρησης στην ΕΕ, αντισταθμιστικά μέτρα, δηλαδή ενισχυμένες εταιρικές σχέσεις που σχεδιάζονται με βάση την πρόοδο που έχει σημειώσει κάθε χώρα.

Το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο που διεξήχθη στις 12 και 13 Δεκεμβρίου 2002 ανέφερε στα συμπεράσματά του σχετικά με την ΕΠΓ ότι η ανάπτυξη των σχέσεων της ΕΕ με τα ενδιαφερόμενα κράτη προϋπόθετε το σεβασμό τους στις κοινές αξίες που αφορούν τη δημοκρατία, το κράτος δικαίου και τα ανθρώπινα δικαιώματα. Η διαπραγμάτευση εμπορικών συμφωνιών, η οικονομική και τεχνική στήριξη, καθώς και η συμμετοχή των εταίρων της ΕΠΓ σε κοινοτικά προγράμματα και υπηρεσίες αποτελούν αντισταθμίσεις που θα δίνονται σε αντάλλαγμα της εφαρμογής της ΕΠΓ, ενώ η Επιτροπή φρόντισε να διευκρινίσει εξ αρχής ότι δεν πρόκειται για μια «εξαγορά μεταρρυθμίσεων».

Με λίγα λόγια, η διαφοροποίηση και η πολλαπλή συμμόρφωση μπορεί να παρουσιάζονται ως στοιχεία αποτελεσματικότητας, ακόμη και εξομοίωσης και ανταγωνισμού μεταξύ των κρατών, που μπορεί να ενισχύσουν τη δέσμευσή τους προς την ΕΕ, εγκυμονούν ωστόσο κινδύνους για τη συνοχή και την αξιοπιστία της ΕΠΓ, αλλά και για άλλες περιφερειακές συνεργίες. Μάλιστα, ο κίνδυνος αποδυνάμωσης της ΕΠΓ αναφέρθηκε εμμέσως στην ετήσια ανακοίνωση της 5^{ης} Δεκεμβρίου 2007, όπου η Ευρωπαϊκή Επιτροπή, αφού επεσήμανε τον ενιαίο χαρακτήρα της πολιτικής, καθώς και τη δέσμευση της ΕΕ να ενισχύσει τις σχέσεις με όλους τους εταίρους, κατέληξε στο συμπέρασμα ότι «όσο θα εξελίσσεται η πολιτική, τόσο θα εντείνεται η διαφοροποίηση» αναφερόμενη εν προκειμένω στην εξέλιξη των συμφωνιών με την Ουκρανία (ενισχυμένη συμφωνία), το Μαρόκο (προηγμένο καθεστώς) και το Ισραήλ.

Τέλος, ακόμα μια δυσκολία έγκειται στη συμπεριφορά των κρατών μελών, όπως αυτή διαμορφώνεται με βάση το παρελθόν στις σχέσεις τους με άλλα κράτη και το οποίο δεν μπορεί εύκολα να συμβαδίσει με το συλλογικό όραμα της ΕΠΓ.

2.2 Επιφυλάξεις και αντιφατικές προσδοκίες

Είναι γεγονός ότι η ΕΕ δε στέλνει ξεκάθαρο μήνυμα σχετικά με τους στόχους της ΕΠΓ και αυτή η έλλειψη σαφώς καθορισμένων κατευθυντήριων γραμμών

μειώνει την εμβέλεια του μηνύματος αυτού και δυσκολεύει την κατανόηση και τη λήψη του. Οι περισσότερες από τις χώρες που συμμετέχουν στην ΕΠΓ βρίσκονται σε σύγχυση και διατηρούν αμφιβολίες και βασικές επιφυλάξεις, κάποιες από τις οποίες δε διστάζουν να εκφράσουν ενώπιον των αρχών των Βρυξελλών. Μεταξύ αυτών είναι η ένταξη στο ίδιο πλαίσιο χωρών της Ανατολικής Ευρώπης και χωρών που βρίσκονται στα νότια της Μεσογείου, των οποίων το παρελθόν, τα ενδιαφέροντα και οι φιλοδοξίες δε συνάδουν με το «προσχεδιασμένο» μοντέλο σχέσεων με την ΕΕ, ο έντονα εγωκεντρικός και ασύμμετρος χαρακτήρας της ΕΠΓ, τη διαχείριση της οποίας έχει αναλάβει η Ευρωπαϊκή Επιτροπή και η πολυπλοκότητα των διοικητικών και χρηματοπιστωτικών διαδικασιών που καθυστερεί ή εμποδίζει την επίτευξη των στόχων της ΕΠΓ. Εν ολίγοις, οι σχέσεις στο πλαίσιο της ΕΠΓ έχουν ανεπαρκώς κριθεί ίσες, γι' αυτό και προκαλούν αβεβαιότητα ως προς τη μελλοντική τους εξέλιξη.

Η ΕΠΓ, η οποία στοχεύει στο να γίνει το μοναδικό εργαλείο που θα ρυθμίζει τις σχέσεις της ΕΕ με τα κράτη που βρίσκονται γύρω από αυτή, δίνοντας όλο και μεγαλύτερη έμφαση κατά τη διάρκεια των διαπραγματεύσεων στην ενίσχυση της διμερούς προσέγγισης και σε μια στοχοθετημένη και διαφοροποιημένη εμβάθυνση της συνεργασίας με τα κράτη αυτά αποτελεί επίσης ισχυρό κίνητρο για κάποιες χώρες (Ουκρανία, Μαρόκο, Ισραήλ) να ενεργήσουν προς όφελός τους και να αξιοποιήσουν τα πλεονεκτήματα και τις προσπάθειές τους, ώστε να διεκδικήσουν μια εταιρική σχέση ή έστω μια ευνοϊκότερη κατάσταση σε ό,τι αφορά τις σχέσεις τους με την Ένωση.

Ενδεικτικό είναι το παράδειγμα της Ουκρανίας, του μεγαλύτερου εταίρου της ΕΠΓ, που μπορεί μάλιστα να χρησιμεύσει ως δοκιμή ή προηγούμενο για τις υπόλοιπες χώρες. Όπως υπογράμμισε η ιστορικός και πολιτική επιστήμονας Anne de Tingy ενώπιον του Τμήματος Εξωτερικών Σχέσεων του Συμβουλίου, η ευρωπαϊκή φιλοδοξία, η επιθυμία δηλαδή της Ουκρανίας να ενταχθεί στην ΕΕ, η οποία ενισχύθηκε μετά την Πορτοκαλί Επανάσταση, βρίσκεται τώρα στο επίκεντρο της εσωτερικής και εξωτερικής πολιτικής της χώρας με τα μεγαλύτερα σε μήκος κοινά σύνορα με την ΕΕ. «Ωστόσο, καθώς βρίσκεται στο μετασβητικό χώρο, κατέχει σημαντική θέση στο όραμα της Ρωσίας για τις περιοχές γύρω από αυτή. Έτσι, η ευρωπαϊκή προοπτική της Ουκρανίας, η οποία υποστηρίζεται από μεγάλο μέρος του πληθυσμού, δε μπορεί παρά να συνδεθεί και με την επιθυμία να λειτουργήσει ως ανεξάρτητο κράτος έναντι της Ρωσίας».

Η Ευρωπαϊκή Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή τάχθηκε υπέρ της προοπτικής ένταξης της Ουκρανίας στο πλαίσιο των τρεχουσών διαπραγματεύσεων για τη σύναψη μιας συμφωνίας σύνδεσης που πρόκειται να διαδεχθεί την παρούσα συμφωνία εταιρικής σχέσης και συνεργασίας. Ωστόσο, αν τα θεσμικά όργανα της ΕΕ επιβεβαίωναν σιωπηρά αυτή την προοπτική, οι διαφορές της χώρας αυτής με τα υπόλοιπα κράτη μέλη δεν θα

μπορούσαν να καλυφθούν ούτε με τη στήριξη τους στις μεταρρυθμίσεις των ουκρανικών αρχών. Γι' αυτό το λόγο, η κοινή δήλωση ΕΕ/Ουκρανίας που εκδόθηκε μετά τη σύνοδο κορυφής της 9^{ης} Σεπτεμβρίου 2008 παρουσιάζει την Ουκρανία ως «ευρωπαϊκή χώρα που μοιράζεται μια κοινή ιστορία και κοινές αξίες με τα κράτη μέλη της ΕΕ». Η ΕΕ «αναγνωρίζει τις ευρωπαϊκές φιλοδοξίες της Ουκρανίας και χαιρετίζει την ευρωπαϊκή της επιλογή».

Στο έγγραφο στρατηγικής που εφαρμόζεται στην Ουκρανία για την περίοδο 2007-2013 υπογραμμίζεται ότι το σχέδιο δράσης που έχει υιοθετηθεί πρέπει να χρησιμοποιηθεί ώστε η χώρα να προσεγγίσει την ΕΕ και να πετύχει την ένταξή της σε αυτή. Το σχέδιο αυτό σχεδιάστηκε και αναμένεται να εφαρμοστεί σύμφωνα με μια μεθοδολογία διαπραγμάτευσης και εργασίας, η οποία με έναν ή περισσότερους τρόπους είναι παρόμοια με αυτές που χρησιμοποιούνται στις προενταξιακές διαδικασίες, απαιτεί ωστόσο επιφυλάξεις εκ μέρους των Ουκρανών ως αποτελεσματικά εργαλεία που θα λειτουργήσουν υπέρ της επιθυμίας τους να ενταχθούν στην ΕΕ. Έτσι, δεν μπορούμε παρά να αναρωτηθούμε για τα όρια της ΕΠΓ, που προσφέρει στις χώρες που συμμετέχουν σε αυτή «όλα τα εργαλεία της ΕΕ, εκτός από τα θεσμικά της όργανα». Μπορεί στην περίπτωση της Ουκρανίας να οδηγήσει στην ένταξη της στην ΕΕ στο μέλλον, δεν είναι όμως σίγουρο ότι θα συμβάλει στη διευκόλυνση της ένταξης άλλων κρατών, όπως της Τουρκίας, που έχει εμπλακεί από το 1999 σε πολύ μακρές διαπραγματεύσεις.

ΣΧΟΛΙΑΣΜΟΣ ΜΕΤΑΦΡΑΣΤΙΚΗΣ ΔΙΑΔΙΚΑΣΙΑΣ

ΚΕΙΜΕΝΙΚΗ ΑΝΑΛΥΣΗ

Στο πλαίσιο εκπόνησης της παρούσας πτυχιακής εργασίας μελετήθηκε και μεταφράστηκε από τα γαλλικά στα ελληνικά απόσπασμα του κειμένου *L'Union Européenne et ses relations de voisinage*. Πρόκειται για γνωμοδότηση που υποβλήθηκε στο Οικονομικό, Κοινωνικό και Περιβαλλοντικό Συμβούλιο της Γαλλικής Δημοκρατίας το Μάιο του 2009 από τον Yves Veyrier, εκπρόσωπο του τμήματος Εξωτερικών Σχέσεων και εγκρίθηκε στη συνεδρίαση της 12^{ης} και 13^{ης} Μαΐου του ίδιου έτους. Στο κείμενο, παρουσιάζεται η Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας (ΕΠΓ), η οποία διέπει τις σχέσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης με δεκαέξι από τα κράτη που γειτνιάζουν με αυτή στα ανατολικά και τα νότια. Αναφέρονται τα βασικά στοιχεία και οι στόχοι της πολιτικής και στη συνέχεια αναλύονται ορισμένα, σύμφωνα με το Συμβούλιο, τρωτά σημεία της, που αφορούν κυρίως την έλλειψη σαφήνειας στο περιεχόμενό της και τις επιφυλάξεις των κρατών που συμμετέχουν σε αυτή.

Το Οικονομικό, Κοινωνικό και Περιβαλλοντικό Συμβούλιο της Γαλλίας (Conseil Economique, Social et Environnemental), εντός του οποίου παρουσιάστηκε η γνωμοδότηση, είναι ένα συμβουλευτικό σώμα με γενική δικαιοδοσία, που συμμετέχει στην ανάπτυξη και την αξιολόγηση οικονομικών, κοινωνικών και περιβαλλοντικών πολιτικών και προωθεί τη συνεργασία μεταξύ διαφορετικών κοινωνικοεπαγγελματικών κύκλων, διασφαλίζοντας τη συμμετοχή τους στη διαμόρφωση και την αξιολόγηση των πολιτικών αυτών (ESEC - Economic, Social and Environmental Council of the Republic of France, 2017).

Σε ό,τι αφορά την κατηγοριοποίηση του κειμένου προς μετάφραση, χρησιμοποιήθηκε η διάκριση της Katharina Reiss, σύμφωνα με την οποία υπάρχουν δύο τρόποι κατηγοριοποίησης των κειμένων: οι κειμενικοί τύποι (text types) που κατηγοριοποιούνται σύμφωνα με την κυρίαρχη επικοινωνιακή λειτουργία και τα κειμενικά είδη (text genres) που κατηγοριοποιούνται σύμφωνα με τα γλωσσικά χαρακτηριστικά και τις συμβάσεις (Nord, Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα, 2014, σ. 90). Οι κειμενικοί τύποι διακρίνονται, σύμφωνα με το εργαλειώδες μοντέλο του Karl Bühler σε πληροφοριακούς, εκφραστικούς και προτροπικούς. «Τα πληροφοριακά κείμενα έχουν ως στόχο την πληροφόρηση του αναγνώστη σχετικά με αντικείμενα και φαινόμενα του πραγματικού κόσμου. Στα εκφραστικά, η πληροφοριακή πτυχή συμπληρώνεται ή και υποσκελίζεται από τον αισθητικό παράγοντα, ενώ στα προτροπικά, τόσο η μορφή όσο και το περιεχόμενο υποτάσσονται στο εξωγλωσσικό αποτέλεσμα που πρέπει να πετύχει το κείμενο» (Nord, Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα, 2014, σ. 91). Με βάση τα στοιχεία αυτά, το κείμενο προς μετάφραση αποτελεί μια γνωμοδότηση, δηλαδή ένα συμβουλευτικό έγγραφο μη δεσμευτικού χαρακτήρα που εκδίδεται κατόπιν υποχρεωτικής ή προαιρετικής αίτησης αίτησης διαβούλευσης εκ μέρους της Επιτροπής, του Συμβουλίου ή του

Ευρωπαϊκού Κοινοβουλίου ή με ίδια πρωτοβουλία (Συνθήκη για την Ίδρυση της Ευρωπαϊκής Κοινότητας, 2006, άρθρα 262-265). Επιπλέον, ο τύπος του κειμένου είναι ο πληροφοριακός (informative), καθώς στόχος του είναι να παρέχει στον αναγνώστη πληροφορίες σχετικά με την Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας. Τέλος, το ύφος του κειμένου είναι ουδέτερο και επίσημο, ενώ το λεξιλόγιό του είναι σχετικά απλοποιημένο, περιλαμβάνει ωστόσο αρκετούς ειδικούς όρους.

ΜΕΘΟΔΟΛΟΓΙΑ

Σύμφωνα με το Λεξικό Γλωσσολογίας του Larousse, μετάφραση είναι η έκφραση σε μία γλώσσα (ή γλώσσα- στόχο) αυτού που έχει ήδη εκφραστεί σε μιαν άλλη γλώσσα-πηγή κατά διατήρηση δε των σημασιολογικών και υφολογικών ισοδυναμιών (Κεντρωτής, 1996, σ. 53). Πρόκειται για ένα είδος μεταφοράς κατά την οποία επικοινωνιακά και μη γλωσσικά σημεία μεταφέρονται από μια γλώσσα και ένα πολιτισμικό περιβάλλον σε μιαν άλλη. Ο παράγοντας που πραγματοποιεί αυτή τη μεταφορά είναι ο μεταφραστής ως αναγνώστης του κειμένου-πηγή και δημιουργός του κειμένου-στόχος (Κελάνδριας, Λειτουργική Διδακτική της Μετάφρασης, 2016, σ. 90). Επομένως, ο μεταφραστής παίζει πολύ σημαντικό ρόλο στη μεταφραστική διαδικασία, καθώς αποτελεί το μέσο όχι μόνο για τη μεταφορά του νοήματος του πρωτοτύπου στη γλώσσα- στόχο, αλλά και για την προσαρμογή του στο περιβάλλον της γλώσσας αυτής, που διέπεται από διαφορετικούς κανόνες και συμβάσεις.

Στόχος της μετάφρασης είναι, σύμφωνα με τον Κεντρωτή (1996) η παραγωγή ενός κειμένου που α) συντάσσεται σύμφωνα με τους κανόνες της γλώσσας-στόχος, β) διατηρεί το νόημα του πρωτοτύπου και γ) ανά πάσα στιγμή μπορεί να ελεγχθεί ως προς την ορθότητά του και να διορθωθεί.

Ο Jakobson (1963) διακρίνει τη μετάφραση σε τρία είδη: ενδογλωσσική, διαγλωσσική και διασημειωτική. Η διαγλωσσική μετάφραση, που αποτελεί το αντικείμενο της παρούσας εργασίας, συνίσταται στην ερμηνεία των γλωσσικών σημείων που έχουν εκφραστεί σε μια γλώσσα-πηγή μέσω μιας άλλης γλώσσας-στόχου (Jakobson, 1963, p. 79). Στην προκειμένη περίπτωση ως γλώσσα-πηγή ορίστηκε η γαλλική και ως γλώσσα-στόχος η ελληνική.

Η μεταφραστική μέθοδος που ακολουθήθηκε στο παρόν μεταφραστικό εγχείρημα είναι αυτή του G.Hansen, όπως παρουσιάζεται στο έργο του F.Alves *Trangulating Translation. Perspectives in process oriented research* (2003). Σύμφωνα με τη θεωρία αυτή, τα στάδια από της μεταφραστικής διαδικασίας είναι τρία: η κατανόηση, η μεταφορά και η παραγωγή. Το πρώτο στάδιο ξεκίνησε με την ανάγνωση και ανάλυση του κειμένου προς μετάφραση. Αναζητήθηκαν πληροφορίες για το κείμενο, το σκοπό του και το πλαίσιο στο οποίο εντάσσεται. Μελετήθηκε ο τύπος και το είδος του κειμένου, το ύφος του και το λεξιλόγιο που χρησιμοποιείται σε αυτό, αλλά και η εξωτερική του μορφή, ο τρόπος δηλαδή που είναι δομημένο σε παραγράφους και ενότητες.

Το επόμενο στάδιο, η μεταφορά συνίσταντο στην αναζήτηση της ειδικής ορολογίας και στη συνέχεια τη μετάφραση του κειμένου στη γλώσσα-στόχο. Αρχικά, εντοπίστηκαν οι ειδικοί όροι- κυρίως τίτλοι συμφωνιών και ονόματα οργάνων της Ευρωπαϊκής Ένωσης- και μεταφράστηκαν στα ελληνικά, με τη χρήση λεξικών και παράλληλων κειμένων. Έπειτα, έγινε μια πρώτη απόπειρα

μετάφρασης, όπου δόθηκε βαρύτητα στην επίτευξη της διακειμενικής συνεκτικότητας των δύο κειμένων, της νοηματικής τους δηλαδή σύνδεσης. Στόχος αυτής της πρώτης μετάφρασης ήταν να μεταφερθούν σωστά τα δηλούμενα του πρωτοτύπου στο μετάφρασμα, ώστε να μην υπάρξουν νοηματικά λάθη ή παρερμηνείες.

Τέλος, στο στάδιο της παραγωγής το μετάφρασμα ελέγχθηκε ως προς την ενδοκειμενική συνοχή του και το κατά πόσο συμφωνεί με τις συμβάσεις και τις νόρμες της γλώσσας- στόχου και ανταποκρίνεται στην καταστασιακότητα των χρηστών του (Κελάνδριας, Λειτουργική Διδακτική της Μετάφρασης, 2016, σ. 92). Διορθώθηκαν όποιες αδυναμίες σε γλωσσικό και νοηματικό επίπεδο και έγιναν οι απαραίτητες αλλαγές ώστε το μετάφρασμα να αποτελεί ένα κείμενο, ένα νοηματικά δηλαδή ενιαίο σύνολο (Halliday & Hasan, 1976, p. 25) που διέπεται από συνοχή και συνεκτικότητα.

ΜΕΤΑΦΡΑΣΤΙΚΑ ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΑ

Κατά τη μετάφραση ενός κειμένου προκύπτουν διάφορα μεταφραστικά προβλήματα. Πρόκειται για ζητήματα αντικειμενικά ή διυποκειμενικά που αφορούν την ίδια τη μεταφραστική εντολή (Seel, 2015, p. 4). Τα μεταφραστικά προβλήματα συχνά συγχέονται με τις μεταφραστικές δυσκολίες, οι οποίες ωστόσο είναι υποκειμενικές και σχετίζονται κυρίως με τη γλωσσική επάρκεια του μεταφραστή και τις γνώσεις του σχετικά με το θέμα που πραγματεύεται το κείμενο (Κελάνδριας, 2009, σ. 2). Σύμφωνα με τον Wilss, οι μεταφραστικές δυσκολίες συναντώνται όταν δεν είναι δυνατή μια λεξιλογική ή συντακτική μία προς μία αντιστοίχιση μεταξύ του κειμένου-πηγή και του κειμένου-στόχος, διότι στην περίπτωση αυτή μια τέτοια λέξη προς λέξη μετάφραση θα είχε αρνητικά μεταφραστικά αποτελέσματα (Φ. Μπατσαλιά, 1994, σ. 108). Σε αντίθεση με τις δυσκολίες, τα μεταφραστικά προβλήματα απορρέουν από το ίδιο το κείμενο (Κελάνδριας, 2009, σ. 2).

Τα μεταφραστικά προβλήματα διακρίνονται, με βάση τη θεωρία της C. Nord (2014) σε τέσσερις κατηγορίες: πραγματολογικά, πολιτισμικά, γλωσσικά και κειμενοϊδιομορφικά. Τα πραγματολογικά μεταφραστικά προβλήματα (pragmatic translation problems) ανακύπτουν από τις διαφορές των περιστάσεων του κειμένου-πηγής και αυτές του κειμένου-στόχου. (Nord, Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα, 2014, σ. 148). Τα πολιτισμικά μεταφραστικά προβλήματα (culture-specific translation problems) απορρέουν από τις διαφορές στις νόρμες και τις συμβάσεις που διέπουν τη λεκτική και μη λεκτική συμπεριφορά στους δύο εμπλεκόμενους πολιτισμούς (Nord, Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα, 2014, σ. 149). Τα γλωσσικά μεταφραστικά προβλήματα (language pair-specific translational problems) προκύπτουν από δομικές διαφορές στο λεξιλόγιο, τη σύνταξη και τα υπερτεμαχιακά στοιχεία των δύο γλωσσών (Nord, Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα, 2014, σ. 150). Τέλος, τα κειμενοϊδιομορφικά μεταφραστικά προβλήματα (internal text-specific translation problems) απορρέουν από τις ιδιαιτερότητες του κειμένου αφετηρίας που δεν μπορούν να ενταχθούν σε κάποια από τις παραπάνω κατηγορίες (Nord, Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα, 2014, σ. 152).

Προκειμένου να αντιμετωπιστούν τα μεταφραστικά προβλήματα στη μετάφραση, ακολουθείται μια κατά κατιούσα σειρά αναλυτική διαδικασία (top-down procedure). Αυτό σημαίνει ότι «μια διαδικασία λειτουργικής μετάφρασης ξεκινά από το πραγματολογικό επίπεδο, όπου αποφασίζεται η επιδιωκόμενη λειτουργία της μετάφρασης, στη συνέχεια γίνεται ένας λειτουργικός διαχωρισμός ανάμεσα στα λειτουργικά στοιχεία του κειμένου-πηγής, τα οποία είναι απαραίτητο να αναπαραχθούν ως έχουν και αυτά που χρειάζεται να προσαρμοστούν στις επικοινωνιακές ανάγκες του παραλήπτη ή σε παράγοντες όπως οι απαιτήσεις του χώρο-χρονικού πλαισίου και τέλος, ο

τύπος της μετάφρασης ορίζει εάν και κατά πόσο το μετάφρασμα θα συμμορφωθεί στις υφολογικές συμβάσεις του πολιτισμού-στόχου» (Nord, Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα, 2014, σ. 154). Η κατά κατιούσα σειρά αναλυτική διαδικασία συμφωνεί με τη θεωρία για τη μεθοδολογία της μετάφρασης του G.Hansen, η οποία χρησιμοποιήθηκε στην παρούσα πτυχιακή εργασία και η οποία αναλύθηκε παραπάνω.

Στη συνέχεια, χρησιμοποιούνται συγκεκριμένες μεταφραστικές τεχνικές και στρατηγικές απόκλισης προκειμένου το μετάφρασμα να μεταφέρει σωστά το νόημα του πρωτοτύπου, αλλά και να συμφωνεί με τις συμβάσεις και τους κανόνες της γλώσσας- στόχου και να έχει το επιδιωκόμενο ύφος. Ο Π. Κρίμπας στο έργο του *Συμβολή στη Μεταφρασεολογία* (2005) αναφέρει ότι στρατηγικές απόκλισης είναι οι μέθοδοι που χρησιμοποιεί ο μεταφραστής για να πετύχει ένα ολοκληρωμένο και αποδεκτό κείμενο απόκλισης. Οι στρατηγικές αυτές είναι οι εξής:

1. Κειμενική μεταβολή: η χρήση μιας διαφορετικής λέξης από αυτή που αναφέρεται στο κείμενο-πηγή, η οποία ωστόσο μεταφέρει το νόημα του πρωτοτύπου,
2. Γραμματικοποίηση: η μετατροπή ονόματος ή ονοματικής πρότασης σε αντωνυμία,
3. Λεξικοποίηση: το αντίστροφο της γραμματικοποίησης,
4. Μεταβολή του ρηματικού χρόνου
5. Μεταβολή του προσώπου
6. Μεταβολή της σύνταξης
7. Μετάθεση: η αλλαγή στη σειρά παράθεσης των πληροφοριών,
8. Παράφραση: η έκφραση του ίδιου νοήματος στη γλώσσα-στόχο με τη χρήση άλλων λέξεων,
9. Περίφραση: η αντικατάσταση μιας λέξης με μία ολόκληρη πρόταση στη γλώσσα-στόχο,
10. Μονολεξία: το αντίστροφο της περίφρασης,
11. Παράλειψη
12. Εισαγωγή: η απόδοση μιας έννοιας που αποδίδεται με τη χρήση μίας ή περισσότερων λέξεων με τη χρήση άλλων λέξεων και μίας παράλληλης με το κείμενο-πηγή στο μετάφρασμα.

(Κρίμπας, 2005)

Ακόμα, οι Jean-Paul Vinay και Jean Darbelnet (1958), χωρίζουν το κείμενο σε μεταφραστικές μονάδες (unités de traduction), δηλαδή στα «μικρότερα τμήματα λόγου στο εσωτερικό των οποίων η συνοχή μεταξύ των στοιχείων είναι τέτοια που δεν επιτρέπει να μεταφραστούν ξεχωριστά» και προτείνουν επτά τεχνικές (procédés de traduction) για τη μετάφραση των μονάδων αυτών στη γλώσσα-στόχο. Οι μεταφραστικές τεχνικές χωρίζονται σε δύο κατηγορίες, τις τεχνικές άμεσης μετάφρασης (traduction directe) και έμμεσης μετάφρασης (traduction oblique). Πιο συγκεκριμένα:

A. Τεχνικές άμεσης μετάφρασης

1. Κατά λέξη μετάφραση
2. Δάνειο (emprunt): η αυτούσια μεταφορά ενός λεξήματος κατά τη μεταφραστική διαδικασία,
3. Έκτυπο (calque): η κατά λέξη μετάφραση ενός συντάγματος στη γλώσσα-στόχο είτε σεβόμενο τους κανόνες της γλώσσας αυτής (φραστικό έκτυπο) ή εισάγοντας νέους (δομικό έκτυπο),

B. Τεχνικές έμμεσης μετάφρασης

1. Μετάταξη (transposition): η αλλαγή μέρους του λόγου στη γλώσσα-στόχο χωρίς να αλλάζει η σημασία,
2. Μετατροπία (modulation): η αλλαγή σκοπιάς από την οποία αντιλαμβάνεται το μήνυμα ο ομιλητής της γλώσσας-στόχου,
3. Ισοδυναμία (equivalence): η εύρεση αντίστοιχων ρητών, επιφωνημάτων, εκφράσεων κ.α. στη γλώσσα-στόχο και
4. Προσαρμογή (adaptation): η εύρεση αντίστοιχης πολιτισμικής ιδιαιτερότητας στη γλώσσα-στόχο, λόγω των διαφορών μεταξύ των δύο πολιτισμών.

(Τσίγκου, 2008, σ. 20)

Στο παρόν μεταφραστικό εγχείρημα εντοπίστηκαν προβλήματα που εντάσσονται στις τρεις πρώτες από τις τέσσερις κατηγορίες της C. Nord (πραγματολογικά, πολιτισμικά, γλωσσικά). Τα προβλήματα αυτά επιλύθηκαν με τη χρήση των μεταφραστικών τεχνικών που αναφέρθηκαν προηγουμένως και μερικά από αυτά θα αναλυθούν παρακάτω.

ΠΡΑΓΜΑΤΟΛΟΓΙΚΑ ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΑ

Σύμφωνα με την C. Nord (2014), τα πραγματολογικά προβλήματα αφορούν τους εξωκειμενικούς παράγοντες. Σχετίζονται με το χρόνο, τον τόπο, τη λειτουργία του κειμένου και άλλα. Στην παρούσα περίπτωση, το πρωτότυπο συντάχθηκε και δημοσιεύθηκε το 2009, λίγα χρόνια μετά τη δημιουργία της Ευρωπαϊκής Πολιτικής Γειτονίας. Παρουσιάζει τα στοιχεία της πολιτικής, αλλά και τις επιφυλάξεις του Οικονομικού, Κοινωνικού και Περιβαλλοντικού Συμβουλίου της Γαλλίας σχετικά με το κατά πόσο θα κατάφερνε να επιτύχει το σκοπό της, που ήταν να ρυθμίσει τις σχέσεις της Ευρωπαϊκής Ένωσης με τους γείτονές της στα ανατολικά και τα νότια. Από τη συγγραφή του πρωτοτύπου έως τη μετάφρασή του στο πλαίσιο της παρούσας εργασίας μεσολάβησαν δεκατρία χρόνια, στη διάρκεια των οποίων η Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας εφαρμόστηκε, εδραιώθηκε και αναθεωρήθηκε δύο φορές,

το 2011 και το 2015. Επιπλέον, έγιναν αλλαγές γενικότερα στην Ευρωπαϊκή Ένωση, αλλά και σε πολλά κράτη της Ευρώπης που αναφέρονται στο κείμενο.

Παραδείγματα

1. Si l'Union européenne a réaffirmé la perspective d'adhésion de la Croatie, de l'ARYM et de la Turquie ainsi que des cinq autres pays des Balkans, la question des limites de l'élargissement, de « la poursuite de la course en avant » pour certains, est posée par beaucoup avec celle du préalable de la consolidation de l'assise de son projet politique.

Η επιβεβαίωση από πλευράς της ΕΕ της προοπτικής ένταξης της Κροατίας, της ΠΓΔΜ, της Τουρκίας, καθώς και άλλων πέντε βαλκανικών κρατών θέτει και πάλι στο προσκήνιο το ερώτημα των ορίων της διεύρυνσης της, της «συνέχισης του αγώνα προς την πρόοδο» για ορισμένους, συνδέοντας το μάλιστα με το προϋπάρχον ζήτημα της εδραίωσης του πολιτικού της έργου.

Στο παραπάνω απόσπασμα προέκυψαν δύο πραγματολογικά προβλήματα: το πρώτο αφορά την ΠΓΔΜ, η οποία το 2019 μετονομάστηκε με τη Συμφωνία των Πρεσπών σε Δημοκρατία της Βόρειας Μακεδονίας και το δεύτερο την Κροατία, η οποία στο πρωτότυπο του 2008 αναφέρεται ως υποψήφια να προσχωρήσει στην Ευρωπαϊκή Ένωση, ωστόσο εντάχθηκε σε αυτή το 2013.

2. Concernant l'Ukraine, le Comité économique et social européen s'est positionné clairement en faveur de l'offre d'une perspective d'adhésion dans le cadre des négociations **actuelles** sur un accord d'association appelé à succéder au **présent** accord de partenariat et de coopération. Η Ευρωπαϊκή Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή τάχθηκε υπέρ της προοπτικής ένταξης της Ουκρανίας στο πλαίσιο των τρεχουσών διαπραγματεύσεων για τη σύναψη συμφωνίας σύνδεσης που πρόκειται να διαδεχθεί την παρούσα συμφωνία εταιρικής σχέσης και συνεργασίας.

Στο συγκεκριμένο απόσπασμα γίνεται αναφορά στις διαπραγματεύσεις του 2009 για την ένταξη της Ουκρανίας στην Ευρωπαϊκή Ένωση και τις συμφωνίες που ρύθμιζαν τις σχέσεις τους την περίοδο εκείνη.

Κατά τη μετάφραση του κειμένου τα παραπάνω στοιχεία διατηρήθηκαν ως έχουν, καθώς το κείμενο αποτελεί μια γνωμοδότηση του 2009 και η όποια προσαρμογή των δεδομένων στην τωρινή πραγματικότητα θα δημιουργούσε λειτουργικά λάθη. Ωστόσο, προκειμένου να μην υπάρξουν παρανοήσεις, στον τίτλο του κειμένου από μετάφραση προστέθηκε η ημερομηνία δημοσίευσης της γνωμοδότησης (12-13 Μαΐου 2009), ώστε να είναι ξεκάθαρο ότι το

πρωτότυπο συντάχθηκε σε διαφορετική χρονική περίοδο από αυτή του μεταφράσματος.

ΠΟΛΙΤΙΣΜΙΚΑ ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΑ

Τα πολιτισμικά προβλήματα προκύπτουν από την αντιπαραβολική σύγκριση μεταξύ των συμβάσεων του κειμένου-πηγής και του κειμένου-στόχου (Seel, 2015, σ. 6). Στο παρόν κείμενο εντοπίστηκε ένα μόνο πολιτισμικό πρόβλημα, που αφορούσε το Οικονομικό, Κοινωνικό και Περιβαλλοντικό Συμβούλιο, ένα συμβουλευτικό σώμα της Γαλλίας, το οποίο πιθανότατα δεν θα ήταν γνωστό στους αναγνώστες της ελληνικής. Προκειμένου να αντιμετωπιστεί το πρόβλημα αυτό, κατά τη μετάφραση του τίτλου διευκρινίστηκε ότι πρόκειται για ένα όργανο της Γαλλικής Δημοκρατίας.

ΠΑΡΑΔΕΙΓΜΑ

Avis du Conseil économique, social et environnemental

Γνωμοδότηση του Οικονομικού, Κοινωνικού και Περιβαλλοντικού Συμβουλίου της Γαλλίας

ΓΛΩΣΣΙΚΑ ΠΡΟΒΛΗΜΑΤΑ

Τα γλωσσικά προβλήματα απορρέουν από τις διαφορές στη γραμματική, το λεξιλόγιο και τη σύνταξη στις δύο γλώσσες.

ΠΑΡΑΔΕΙΓΜΑΤΑ

1. Ειδικοί όροι

Accord européen de libre échange (AELE)- Ευρωπαϊκή Ζώνη Ελεύθερων Συναλλαγών (ΕΖΕΣ)

PIB (Produit intérieur brut)- ΑΕΠ (Ακαθάριστο Εγχώριο Προϊόν)

fonds d'investissement- ταμείο επενδύσεων

Τα ειδικά λεξιλόγια είναι «ευδιάκριτες γλωσσικές ποικιλίες που δημιουργούνται από τις διάφορες επαγγελματικές ομάδες. Μια επαγγελματική ομάδα δηλαδή διαμορφώνει στο πλαίσιο της εθνικής γλώσσας τη δική της γλωσσική ποικιλία με ιδιότυπους όρους της ειδικότητάς της» (Τσολάκης, Αδαλόγου, Αυδή, Λόππα, & Τάνης, χ.χ., σ. 60). Στο κείμενο προς μετάφραση υπήρχαν τίτλοι συμφωνιών, αλλά και ονόματα οργάνων της Ευρωπαϊκής Ένωσης, για τη μετάφραση των οποίων χρησιμοποιήθηκαν λεξικά –έντυπα και ηλεκτρονικά– καθώς και παράλληλα κείμενα. Ορισμένοι από τους ειδικούς όρους μεταφράστηκαν ως έκτυπα, αποδόθηκαν δηλαδή στα ελληνικά με κατά λέξη μετάφραση, σεβόμενοι όμως τους κανόνες της γλώσσας-στόχου. Χαρακτηριστικά παραδείγματα είναι η Πορτοκαλί Επανάσταση (révolution orange), η Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας (Politique européenne de voisinage) και το προηγμένο καθεστώς (statut avancé).

2. Γραμματική

α. La PEV recouvre ainsi un très large éventail de politiques **ordonnées** autour de quatre priorités

Ως εκ τούτου, η ΕΠΓ καλύπτει ένα ευρύ φάσμα πολιτικών, **που εφαρμόζονται** με σκοπό να επιτευχθούν τέσσερις βασικοί στόχοι

β. ...la Commission **prenant** cependant **le soin de** préciser qu'il ne s'agit pas « d'acheter des réformes ».

... **ενώ** η Επιτροπή **φρόντισε να** διευκρινίσει εξ αρχής ότι δεν πρόκειται για μια «εξαγορά μεταρρυθμίσεων».

Τα παραπάνω παραδείγματα αφορούν αλλαγές στις μετοχές που υπήρχαν στο πρωτότυπο, οι οποίες χρησιμοποιούνται ως επί το πλείστον στα γαλλικά. Οι μετοχές αυτές μεταφράστηκαν ως δευτερεύουσες προτάσεις με τη μέθοδο της μετάταξης, ώστε να είναι το κείμενο πιο κατανοητό και να συμφωνεί με τις νόρμες της γλώσσας-στόχου.

3. Σύνταξη

α. ...le Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002 affichait une volonté résolue « d'éviter la formation de nouvelles lignes de démarcation en Europe ».

...το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο της Κοπεγχάγης εισηγήθηκε τη λήψη μέτρων ώστε να «αποφευχθεί η δημιουργία νέων διαχωριστικών γραμμών στην Ευρώπη».

Στο παραπάνω απόσπασμα η ενεργητική φωνή του πρωτοτύπου μετατράπηκε σε παθητική στο μετάφρασμα (μετατροπία). Η παθητική φωνή χρησιμοποιείται αρκετά στα ελληνικά, καθώς προσδίδει επισημότητα στο κείμενο.

β. Les chefs d'État et de gouvernement affirmaient la nécessité « de faire progresser les relations avec les pays voisins sur la base de valeurs politiques et économiques communes », posant ainsi les bases d'une démarche inédite de l'Union envers son « voisinage ».

Οι αρχηγοί κρατών και κυβερνήσεων υπογράμμισαν την ανάγκη να αναπτυχθούν μεταξύ της Ένωσης και των γειτόνων της σχέσεις που θα θεμελιώνονται στην προσήλωση σε κοινές πολιτικές και οικονομικές αξίες. Έτσι, τέθηκαν οι βάσεις για το σχεδιασμό μιας νέας πολιτικής γειτονίας της ΕΕ.

Ο μακροπερίοδος λόγος στην περίοδο αυτή δεν διατηρήθηκε στο μετάφρασμα, καθώς δημιουργούσε δυσκολία στην κατανόηση. Έτσι, η περίοδος έσπασε σε δύο μικρότερες περιόδους.

γ. Les plans d'action **donnent** par ailleurs **lieu**, chaque année, **à une évaluation** des avancées...

Επιπλέον, τα σχέδια δράσης **αξιολογούν** ετησίως την πρόοδο στους συμφωνηθέντες τομείς...

Στην παραπάνω πρόταση χρησιμοποιήθηκε η τεχνική της μετάταξης, καθώς η φράση donner lieu à une évaluation αντικαταστάθηκε από το ρήμα αξιολογώ στο μετάφρασμα.

δ. Et, le Conseil européen n'a t-il pas, lui aussi, assoupli sa lecture en considérant en juin 2007 que « la PEV ne préjuge pas de l'évolution que pourraient connaître les relations des pays partenaires avec l'UE »?

Ακόμα, το Ευρωπαϊκό Συμβούλιο ήταν εκείνο που υιοθέτησε τον Ιούνιο του 2007 μια πιο ευέλικτη ερμηνεία της ΕΠΓ, αναφέροντας ότι «δεν εμποδίζει την περαιτέρω εξέλιξη των σχέσεων των χωρών εταίρων με την ΕΕ».

Τέλος, η παραπάνω ερωτηματική πρόταση μετατράπηκε σε καταφατική στο μετάφρασμα (μετατροπία), προκειμένου να διατηρηθεί το επίσημο ύφος στο κείμενο.

ΓΛΩΣΣΑΡΙ ΕΙΔΙΚΩΝ ΟΡΩΝ

ΓΑΛΛΙΚΑ	ΕΛΛΗΝΙΚΑ
Accord bilatéral	Διμερής συμφωνία IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/760150/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Accord d'association	Συμφωνία σύνδεσης IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/769072/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Accord de partenariat et de coopération	Συμφωνία εταιρικής σχέσης και συνεργασίας IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/879441/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Accord européen de libre échange (AELE)	Ευρωπαϊκή Ζώνη Ελεύθερων Συναλλαγών (ΕΖΕΣ) IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/1683426/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Comité économique et social européen	Ευρωπαϊκή Οικονομική και Κοινωνική Επιτροπή IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/780939/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Commission européenne	Ευρωπαϊκή Επιτροπή IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/956044/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Conseil économique, social et environnemental	Οικονομικό, Κοινωνικό και Περιβαλλοντικό Συμβούλιο IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/3538420/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Conseil européen	Ευρωπαϊκό Συμβούλιο IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/836507/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Déclaration conjointe UE/Ukraine	Κοινή δήλωση ΕΕ/Ουκρανίας IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/113412/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Document de stratégie par pays	Έγγραφο στρατηγικής ανά χώρα IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/892053/fr-el-la-mu (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Espace économique européen (EEE)	Ευρωπαϊκός Οικονομικός Χώρος (ΕΟΧ) IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/1163206/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Fonds d'investissement	Ταμείο επενδύσεων IATE, https://iate.europa.eu/entry/slideshow/1611001904007/3587727/fr-el-la-mu (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Institution européenne	Ευρωπαϊκό θεσμικό όργανο IATE, https://iate.europa.eu/entry/slideshow/1611002045276/1395137/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Instrument européen de voisinage et de partenariat (IEVP)	Ευρωπαϊκός Μηχανισμός Γειτονίας και Εταιρικής Σχέσης (ΕΜΓΕΣ) IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/2114151/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
MEDA (Mesures	Πρόγραμμα MEDA (Συνοδευτικά Χρηματοδοτικά και Τεχνικά Μέτρα)

d'accompagnement financières et techniques)	IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/1867458/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Parlement européen	Ευρωπαϊκό Κοινοβούλιο IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/3587179/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Partenariat oriental	Ανατολική Εταιρική Σχέση IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/2249682/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
PIB (Produit intérieur brut)	ΑΕΠ (Ακαθάριστο Εγχώριο Προϊόν) IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/1104444/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Plan d'action	Σχέδιο δράσης IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/3561562/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
PNUD (Programme des Nations unies pour le développement)	Πρόγραμμα Ανάπτυξης των Ηνωμένων Εθνών (PNUD) IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/791192/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Politique douanière	Τελωνειακή πολιτική IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/1253474/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Politique étrangère et de sécurité commune (PESC)	Κοινή Εξωτερική Πολιτική και Πολιτική Γειτονίας (ΚΕΠΠΑ) IATE, https://iate.europa.eu/entry/slideshow/1611430764230/843618/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Politique européenne de voisinage (PEV)	Ευρωπαϊκή Πολιτική Γειτονίας (ΕΠΓ) IATE, https://iate.europa.eu/entry/slideshow/1611000592542/2105081/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Révolution orange	Πορτοκαλί Επανάσταση IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/3559415/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Statut avancé	Προηγμένο καθεστώς IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/3515013/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
TACIS (Technical Assistance to the Commonwealth of Independent States-CEI)	πρόγραμμα TACIS (Τεχνική Βοήθεια στην Κοινοπολιτεία Ανεξάρτητων Κρατών) IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/869602/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Union européenne (UE)	Ευρωπαϊκή Ένωση (ΕΕ) IATE, https://iate.europa.eu/entry/slideshow/1611000552526/878841/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)
Union pour la Méditerranée	Ένωση για τη Μεσόγειο IATE, https://iate.europa.eu/entry/result/2245777/fr-el-la-mul (Ημ. πρόσβασης 20/01/21)

ΒΙΒΛΙΟΓΡΑΦΙΑ

- Alves, F. (2003). *Triangulating Translation. Perspectives in process oriented research*. Amsterdam: Publishing Co.
- Halliday, M., & Hasan, R. (1976). *Cohesion in English*. New York: Longman.
- Jakobson, R. (1963). *Essais de Linguistique Générale*. Paris: Les Edition de Minuit.
- Nord, C. (2014). *Η Μετάφραση ως Στοχευμένη Δραστηριότητα*. Αθήνα: Δίαυλος.
- Seel, O. (2015, Μάιος). Αντιπαραβολικές πρωτοτυπολογίες κειμένων: Ένα λειτουργικό μεθοδολογικό εργαλείο και η χρησιμότητά του για τη διδακτική της μετάφρασης. Ανάκτηση Μάρτιος 25, 2021, από 5η Συνάντηση Ελλήνων Μεταφρασεολόγων:
http://echo.frl.auth.gr/5th_trad_congress/proceedings/Seel_Olaf_Immanuel.pdf
- Vinay, J., & Darbelnet, J. (1958). *Stylistique comparée du français et de l'anglais. Méthode de traduction*. Paris: Didier.
- Κελάνδριας, Π. Ι. (2009, Οκτώβριος 22-24). *Η ορολογική ασάφεια των οικονομικών κειμένων ως μεταφραστικό πρόβλημα*. Ανάκτηση Μάρτιος 25, 2021, από Ελληνική Εταιρεία Ορολογίας- 7ο Συνέδριο "Ελληνική Γλώσσα και Ορολογία":
http://www.eleto.gr/download/Conferences/7th%20Conference/7th_31-15-KelandriasPanayotis_Paper_V03.pdf
- Κελάνδριας, Π. Ι. (2016). *Λειτουργική Διδακτική της Μετάφρασης*. Αθήνα: Δίαυλος.
- Κεντρωτής, Γ. (1996). *Θεωρία και Πράξη της Μετάφρασης*. Αθήνα: Δίαυλος.
- Κρίμπας, Π. Γ. (2005). *Συμβολή στη Μεταφρασεολογία*. Αθήνα: Εκδόσεις Γρηγόρη.
- Τσίγκου, Μ. (2008). *Σύντομη Εισαγωγή στις Σχέσεις Γλωσσολογίας και Μετάφρασης με παραδείγματα από το Ζεύγος Γαλλικής-Ελληνικής*. Ανάκτηση Μάρτιος 25, 2021, από Τμήμα Ξένων Γλωσσών, Μετάφρασης και Διερμηνείας:
http://dfilti.ionio.gr/sites/default/files/Tsigou03_0.pdf
- Τσολάκης, Χ., Αδαλόγου, Κ., Αυδή, Α., Λόππα, Ε., & Τάνης, Δ. (χ.χ.). *Έκφραση- Έκθεση Α' Λυκείου- Βιβλίο Μαθητή*. Ινστιτούτο Τεχνολογίας, Υπολογιστών και Εκδόσεων Διόφαντος.

Φ. Μπατσαλιά, Ε. Σ.-Μ. (1994). *Γλωσσολογική Προσέγγιση στη Θεωρία και τη Διδακτική της Μετάφρασης*. Αθήνα: Έλλην.

Ενοποιημένη απόδοση της συνθήκης για την Ευρωπαϊκή Ένωση και της συνθήκης για την ίδρυση της Ευρωπαϊκής Κοινότητας (2002). (2006, Δεκέμβριος 29). Ανάκτηση Ιανουάριος 20, 2021, από EUR-lex: <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EL/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2006:321E:FULL&from=EN>

ESEC - Economic, Social and Environmental Council of the Republic of France. (2017, Ιούνιος 09). Ανάκτηση Μάρτιος 25, 2021, από CESlink: <https://www.eesc.europa.eu/ceslink/en/escs-in-member-states/france-esec>

ΗΛΕΚΤΡΟΝΙΚΑ ΛΕΞΙΚΑ

GLOSBE, <https://el.glosbe.com/fr/el>

IATE, <https://iate.europa.eu/home>

ΠΡΩΤΟΤΥΠΟ ΚΕΙΜΕΝΟ

Veyrier, Y., Conseil Économique, Social Et Environnemental (2009). *L'Union Européenne et ses Relations de Voisinage*. Ανάκτηση Νοέμβριος 25, 2020, από LeCESE: https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2009/2009_13_yves_veyrier%20.pdf